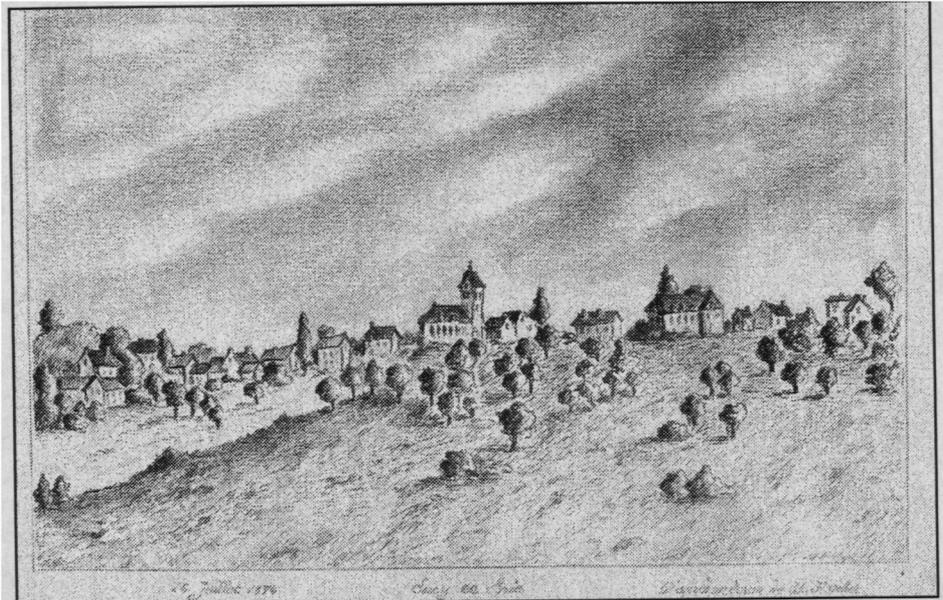


LA GUERRE DE 1870 VÉCUE PAR LES SUCYCIENS

Les deux guerres mondiales du XXe siècle ont trop souvent occulté le souvenir du conflit de 1870. Cela s'est aussi produit en Val-de-Marne, région symbolique où le devoir de mémoire eut dû davantage se perpétuer, tant il est vrai que les défaites ont mauvaise presse. Parmi les villes de notre département, Sucy fut beaucoup moins atteinte que certaines de ses voisines (Bry, Villiers, Champigny, Créteil, Chennevières...) ; néanmoins les conséquences pour le bâti, les biens et surtout les personnes y ont été dramatiques.

L'historien local dispose heureusement de très précieux témoignages pour retracer la vie des Sucyciens pendant cette période troublée : comptes-rendus de conseils municipaux, articles de presse, mémoires de particuliers pratiquement inédits, correspondances diverses, souvenirs familiaux. L'importance de ces fonds a permis de rédiger soixante-dix pages dans le tome III de la "Nouvelle histoire de Sucy".



Le bourg de Sucy le 26 juillet 1870, trois ans après le siège par Th. Karsher.

Au moment où les hostilités débutent, Sucy est un gros bourg agricole, artisanal et commerçant regroupant 1327 habitants (au recensement de 1866). Six châteaux de taille moyenne et en parfait état parsèment son territoire : durant le conflit ils furent très appréciés par les occupants !

LA DÉCLARATION DE GUERRE RELATÉE PAR UNE SUCYCIENNE

Dans l'un des six châteaux de Sucs, le Petit-Val, vit une jeune et charmante Américaine, bru du propriétaire. Elle a pour nom Lillie Moulton ; sa belle famille opulente est introduite à la cour. Le journal "Le Gaulois" désigne Lillie, qui chante merveilleusement, sous le surnom de "Diva des Tuileries". Elle devient l'amie intime de la princesse Pauline de Metternich et l'Empereur la convie aux semaines de Compiègne.

Mais revenons aux prémices du conflit. Le vendredi 15 juillet 1870, Lillie et son époux reçoivent au Petit-Val une invitation à dîner de l'Empereur pour le lundi suivant au château de Saint-Cloud. Tous deux sont extrêmement surpris car les bruits de guerre sont des plus alarmants. Dans l'intervalle de temps le jeune couple se rend le samedi 16 juillet à une réception des Rothschild au château de Ferrières puis gagne directement l'hôtel parisien familial, rue de Courcelles.



Lillie Moulton, la jolie mémorialiste du Petit-Val.

Comme prévu, le lundi 18, les Moulton arrivent à Saint-Cloud où on leur apprend que le dîner a été décommandé. L'Impératrice prévenue les accueille malgré tout, mais le repas est des plus mornes et fort perturbé comme en témoigne Lillie : "L'Empereur recevait télégramme sur télégramme, qui lui étaient remis ouverts par un aide de camp assis à son côté. De temps en temps, tandis qu'il prenait connaissance de ces documents, Napoléon III soulevait avec effort ses paupières plus alourdies encore que de coutume pour échanger avec l'Impératrice des regards de détresse qui me donnaient l'impression que des choses terribles et irrémédiables étaient en train de se réaliser. Au salon, après le dîner qui fut bref, l'Empereur fut immédiatement entouré de ses aides de camp avec lesquels il s'entretint à voix basse et un peu à l'écart".

Après un congé bref et poignant les "invités" retournent à Paris où Charles-Howard Moulton, mari de Lillie, apprend qu'au moment même où ils dînaient avec l'Empereur, la déclaration de guerre était rendue officielle.

Lillie a publié à New-York ses mémoires en 1913². Beaucoup de détails concernant Sucy, la guerre de 1870 et la Commune y sont repris.

LES PREMIERS DÉPARTS DE SUCYCIENS

Peu après la déclaration de guerre les mauvaises nouvelles affluent à Sucy : le 6 août c'est Reichsoffen, le 9 l'Alsace est perdue et le repli continue. Les grands propriétaires et les notabilités sont les premiers avertis et conscients de l'évolution très défavorable des hostilités.

Certains quittent Sucy pour l'étranger comme Alphonse Berteaux, châtelain du Grand-Val et père du futur ministre Maurice Berteaux, qui gagne l'Angleterre. D'autres se réfugient dans les provinces de l'ouest ou du sud, tels Lillie Moulton et son mari qui se rendent début août dans leur villa de Dinard. Ils ne reviendront qu'en janvier 1871.

La plupart décide de rejoindre la capitale. C'est le cas du beau-père de Lillie, Charles-Frédéric Moulton, qui se rend en son hôtel particulier, 27 rue de Courcelles. Mais attention il emmène du Petit-Val quantité de blé, de fourrage, des volailles et surtout... des vaches ! Il sera même autorisé par la direction de l'agriculture à conserver son cheptel en pleine disette le 14 novembre 1870 "d'après sa déclaration qu'il a le fourrage suffisant pour les nourrir pendant un mois au moins". Ajoutons, à sa décharge, qu'il alimentait gratuitement beaucoup de nourrissons du quartier "alors que le lait coûtait des prix fabuleux." (Z. Piérart).

Les propriétaires du château de Sucy, Charles et César Ginoux de Fermon, se sont aussi retirés dans leur hôtel particulier, 48 rue de Bourgoigne.

MINISTÈRE
DE
L'AGRICULTURE
ET
DU COMMERCE.

DIRECTION
DE L'AGRICULTURE
1^{er} BUREAU.

Monsieur *Moulton,*
demeurant à Paris, rue *de Courcelles, 24,*

est autorisé à conserver *les* vaches laitières,
d'après sa déclaration constatant qu'il a le fourrage
suffisant pour les nourrir pendant un mois au
moins.

Paris, le *14* novembre 1870.



Par autorisation :

Le Chef du 1^{er} bureau
de la direction de l'Agriculture,

L. Vivore

Autorisation exceptionnelle accordée à Charles-Frédéric Moulton dans Paris investi.

Parmi les réfugiés de la première heure se distinguent aussi les femmes prêtes à accoucher et qui cherchent un asile sécurisant.

C'est ainsi qu'Eugène Claude, Sucycien depuis 1859, accompagne son épouse à Paris où, le 24 septembre, elle donne le jour à Georges Claude futur savant génial (inventeur des tubes fluorescents et de la production industrielle de l'air liquide). Après la deuxième guerre mondiale, ce dernier, très contesté pour son attitude collaborationniste, sera enterré à Sucy.

Une autre jeune femme attend une naissance. C'est Louise, femme de Ludovic Halévy, très célèbre librettiste d'Offenbach et Bizet. Le couple habite Paris et ne sera Sucycien que bien plus tard mais l'histoire est révélatrice des difficultés de l'époque. Marcelin Berthelot, cousin germain de Louise, la persuade d'aller accoucher en province. Alexandre Dumas propose aux Halévy de les accueillir dans une maison qu'il possède près de Dieppe, mais, lorsqu'ils s'y rendent, ils la trouvent occupée. Ils joignent alors Madame Offenbach à Etretat qui vient les chercher en cabriolet. Et c'est en ce lieu que naît enfin, chez la mère de Guy de Maupassant, le 6 septembre, le petit Elie Halévy, futur historien et philosophe. Celui-ci devait décéder à Sucy le 21 août 1937 et y être inhumé.

QUITTER SUCY OU Y RESTER ?

Durant ce temps les événements se sont précipités : on a connu Sedan, la reddition de Napoléon III et enfin, le 4 septembre, la proclamation de la République. Les Prussiens envahissent l'est de l'Île-de-France. Sucy apprend ces nouvelles par la presse et grâce au chemin de fer "de Vincennes" dont le terminus est La Varenne. Beaucoup d'habitants sont demeurés sur place dans l'expectative, ne sachant s'il fallait fuir ou non.

C'est alors que le 12 septembre se produit un fait qui précipite l'évacuation. La soirée est belle à Sucy, les habitants devisent devant les maisons, assis sur des chaises disposées au long de la rue du Moutier. Presque un spectacle courant, somme toute, mais les visages sont fermés et le mot "Prussiens" est sur toutes les lèvres. Soudain, alors qu'il est tout juste neuf heures trente, une terrible explosion ! Les rues se remplissent de tous ceux qui fourgonnaient dans les intérieurs ou s'apprêtaient à dormir. Que se passe-t-il ? C'est la panique, on court aux nouvelles et l'on sait... C'est le beau pont de Chennevières, construit grâce à l'appui du duc de Morny, que l'armée française vient de faire sauter.



Comme le pont de Chennevières, celui de Champigny fut détruit par l'armée française.

D'un côté les Prussiens, de l'autre les ponts détruits : on ne pourra gagner ni la province ni la capitale ! De nombreux habitants s'affolent, préparent en hâte de modestes bagages, enfouissent quelques richesses non transportables dans des cachettes dérisoires avec un seul espoir rejoindre Paris dès l'aube.

L'exode de centaines de Sucyciens eut effectivement lieu les jours suivants, ainsi que le mentionne un compte-rendu du conseil municipal daté du 18 septembre : "Enfin le mercredi 14 septembre... le maire et les conseillers municipaux quittaient Sucy au soir dudit jour, passèrent la Marne en batelet et revinrent par le chemin de fer de Vincennes qui cessa ce jour tout service sur La Varenne".

Le second texte concernant cette évacuation précipitée est extrait des mémoires manuscrits de Jean-François Camot, appartenant à une famille d'artisans-maçons dont l'origine sucycienne remonte à 1570 : "Nous sommes partis de Sucy le 14 septembre, jour de la fête du pays. Nous étions douze ensemble. Nous avons été insultés par Maréchal, garde particulier de monsieur Berteaux, traités de lâches et de faînéants et en nous menaçant qu'il montrerait toutes nos cachettes aux Prussiens, qu'il saurait s'en faire bien servir. Il n'a même pas respecté l'autorité car il disait aussi que c'était des peureux et des foireux (pardonnez-moi le mot)".

Cette relation est particulièrement intéressante. Toute catastrophe d'origine naturelle ou humaine voit des irréductibles refuser de quitter leur foyer. A Sucy environ 150 personnes sont ainsi demeurées sur place et pas seulement, comme l'assurent les édiles municipaux, des vieillards, malades ou indigents. Les opposants au départ reprochaient au maire d'abandonner Sucy, d'emmener la majorité des ressources en vivres et les fonds de la commune. Ces griefs furent d'ailleurs mentionnés dans la presse parisienne, ce qui entraîna un démenti lors du conseil municipal du 22 septembre : "Ils ont, les membres présents, signé après lecture, en protestant énergiquement contre les articles insérés dans plusieurs journaux contre le maire de Sucy, attendu que les faits rapportés dans ces journaux sont de pure invention et que rien ne justifie leurs allégations mensongères..."

L'antagonisme entre les deux composantes de la population devait subsister bien après la fin du conflit et le retour des réfugiés car les maisons habitées avaient été beaucoup moins pillées que celles laissées à l'abandon.

LES PRUSSIENS ENTRENT DANS SUCY

Il était tout juste temps de quitter Sucy car le vendredi 16 septembre, cinq éclaireurs prussiens pénétrèrent dans le bourg. Nous avons d'ailleurs eu la chance extraordinaire de découvrir un article du journal parisien "L'Électeur libre" qui rapporte ce fait le 20 septembre. Ceci prouve que l'investissement n'était pas encore hermétique, puisque les nouvelles parvenaient dans la capitale.

Le samedi 17 allait marquer pour Sucy le début d'une période de pillages et de destructions désastreuses avec l'arrivée des cinq cents premiers Prussiens. Des vagues d'occupants vont ensuite se succéder prouvant combien ils apprécient la position : proximité des lignes, situation dominante et six vastes demeures à leur disposition pour loger les troupes !

LES PRUSSIENS A SUCY.

Le village de Sucey a reçu, le 16 courant, la visite des éclaireurs prussiens. Ils étaient au nombre de cinq, un brigadier et quatre soldats. Comme partout, ils ont fait des perquisitions, pour s'assurer qu'il n'y avait aucun dépôt d'armes, et ils ont réclamé du vin et des cigares.

Sucey a vu, le même jour, des hussards rouges et des chasseurs bleus; mais, comme le village était à peu près abandonné, ils n'ont commis aucune grave déprédation.

Boissy, également abandonné de ses habitants, a été exploré par trois cents chasseurs bleus.

Article de L'Électeur libre du 20 septembre 1870 mentionnant l'arrivée des premiers Prussiens à Sucey.

BESOINS VITAUX DES SUCYCIENS RÉFUGIÉS À PARIS

Rejoignons les Sucyciens fraîchement arrivés dans la capitale. Ils doivent immédiatement faire face à des préoccupations primordiales et très pratiques : pouvoir s'abriter et se nourrir. Trouver un toit est la première nécessité à laquelle il faut satisfaire. Certains sont accueillis par des amis parisiens. D'autres, comme Pierre-Louis Langlois, sont hébergés dans les dépendances des hôtels de châtelains de Sucey, mais la plupart éprouve les pires difficultés. Paris est surpeuplé par l'exode des provinces de l'est, les réfugiés banlieusards et les troupes indispensables pour assurer la défense.

Les Sucyciens se retrouvent souvent très mal logés (de façon exiguë dans des soutentes ou greniers). Le 23 septembre le conseil municipal constate que : "Les logements insalubres et resserrés occupés par les réfugiés sont en grande partie la cause du développement de la maladie ; aussi le maire, toutes les fois que cela a été possible, s'est-il efforcé d'obtenir de la ville des logements plus salubres". Cette situation ira en empirant.



Banlieusards se réfugiant dans Paris investi en septembre 1870.

Il faut aussi se nourrir. Au début du siège les prix ne flambent pas encore et la majorité possède les ressources nécessaires pour s'alimenter.

Au bois de Boulogne, au Luxembourg, on a regroupé le "garde-manger de la capitale" (30 000 boeufs, 180 000 moutons) et Jean-François Camot a été rassuré en contemplant aux Tuileries "tous les animaux qui campaient dans le jardin".

Les stocks de farine couvrent les besoins pour 71 jours et la ration de pain passe de 750 grammes à 1 000 grammes par jour. Personne n'imagine la durée du siège. D'ailleurs les pouvoirs publics se veulent rassurants afin de maintenir le moral de la population. Nous verrons que dès la mi-octobre le ravitaillement posera des problèmes insolubles, mais c'est seulement au début novembre qu'interviendront des restrictions draconiennes.

ÉTATS D'ÂME ET ATTITUDES DES SUCYCIENS RÉFUGIÉS

Les Sucy-ciens repliés sur Paris éprouvent un ressenti bien compréhensible et doivent, nous l'avons vu, surmonter beaucoup d'obstacles. Leur anxiété est grande pour la sauvegarde de leurs biens restés aux mains des occupants et avant tout l'avenir de leur famille qui les a accompagnés. Les rares nouvelles parvenant de province sont souvent mauvaises (capitulations de Strasbourg, de Metz) et ne remontent guère le moral.

On est surtout désœuvré ne pouvant, la plupart du temps, exercer sa profession, alors qu'on a quitté ses terres, son fonds de commerce et l'on subsiste chichement grâce à ses économies... quand on en possède. Deux attitudes positives prévalent pour combattre la morosité ambiante : le patriotisme et l'identité sucy-cienne.

Le patriotisme est un véritable refuge mental : "Paris ne peut pas tomber et finalement nous gagnerons la guerre". Des foules se réunissent autour de la statue de Strasbourg, place de la Concorde, et Jean-François Camot y appose sa signature sur le livre d'or le 16 septembre.



PARIS PENDANT LA GUERRE. — Manifestation devant la statue de Strasbourg, sur la place de la Concorde.

Haut lieu de dévotion nationale durant le siège, la statue de Strasbourg, place de la Concorde.

Comme en témoigne la délibération du conseil municipal du 22 septembre, les Sucyciens s'engagent dans la garde nationale parisienne. Ce qui satisfait à la fois le patriotisme et permet de percevoir une modeste solde pour subsister : "Le maire annonce au conseil que beaucoup d'habitants se sont fait incorporer dans la garde nationale de Paris et que les sapeurs-pompiers de Sucy, avec leur pompe neuve, se sont mis sous les ordres de l'état-major des pompiers de Paris pour porter secours à la ville".

Promenade réconfortante, s'il en est, les réfugiés se rendent aussi sur les fortifications pour évaluer leur capacité de résistance. Ainsi Jean-François Camot, le 22 septembre, commente : "Tout le long, environ deux kilomètres... l'armement des remparts et des bastions est une chose colossale et extraordinaire, formidable, l'on peut bien dire imprenable".

Conserver leur identité sucycienne est également une attitude importante pour soutenir le moral des réfugiés perdus parmi la population parisienne.

Nous l'avons vu, contrairement à d'autres villes de banlieue, le conseil municipal de Sucy continue à se réunir à Paris chez le maire François-Etienne Lefèvre, 6 rue Béranger. On y discute beaucoup, on recherche des solutions pour développer la solidarité, octroyer des secours aux plus démunis.

Chaque jour des Sucyciens se retrouvent à la Bastille de 9 h à 11 h du matin "pour apprendre quelques nouvelles et se voir" (Jean-François Camot). Le 21 octobre, à l'enterrement de mademoiselle Godelle, trois cents d'entre eux sont présents. La nostalgie surtout habite les réfugiés. Jean-François Camot en témoigne à plusieurs reprises. Mardi 4 octobre, il rend visite à madame veuve Ducharme "qui a eu le sein gauche traversé par une balle en voulant persévérer pour aller à Sucy. J'ai vu la blessure, elle va très bien". Vendredi 4 novembre il revient de Villejuif "après avoir vu notre cher Sucy de cette position (Moulin Sacquet) avec une longue-vue. Je l'ai très bien vu".

ET PENDANT CE TEMPS DANS SUCY OCCUPÉ

Transportons nous, justement, dans Sucy occupé où subsistent les 150 réfractaires au départ.

Dès l'arrivée des Allemands, le curé Roche (61 ans) fait preuve de ses qualités de persuasion. Il parvient ainsi à éviter le pillage du presbytère, de l'église et surtout qu'on fusille quelques personnes par trop récalcitrantes.

Car les Sucyciens ont leur franc-parler... comme Élisabeth Ducharme (36 ans), épouse du jardinier du château de Chaumoncel, et qui en remet les clefs aux occupants avec réticence tout en commentant : "Ce sont des confitures données aux cochons !". Elle manque ainsi d'être exécutée.

Autre serviteur dévoué Albert Perrault, concierge du château du Petit-Val, qui interdit aux Prussiens l'accès des caves à vin. Il témoigne : "Comme je refusais, ils

me lièrent à un arbre et m'y laissèrent la nuit durant pour me permettre, disaient-ils, de considérer la situation avec toute l'attention qu'elle méritait". Comme bien on pense, les Allemands sont en possession des clés dès la première heure du jour. Ils vident quelques cent bouteilles d'un excellent Château Laffite de 1848 puis s'attaquent aux cuves contenant un certain "petit bleu" en effervescence provenant des vignobles de la propriété. L'effet est foudroyant et désastreux, selon les dires de Perrault.

"De sorte, écrit Lillie Moulton, que si mon beau-père avait pu contempler, de ses yeux, ces pauvres créatures se tordant et gémissant, il se fut considéré comme suffisamment payé".

A LA GERBE D'OR.		
10, rue de la Porte, à Sucey.		10, rue de la Porte, à Sucey.
BOULANGERIE GIDOIN		
<i>No.</i>		<i>Doit</i>
	Sucey, le 14 <i>juin</i> 1860	
	13 sacs farine 38	1014 00
	13 sacs toile 2	26 00
		1040 00
	rem. D. M. Moulton	500 00
		540 00

*Sacs de farine destinés aux Suceyiens restés sur place
et stockés au château du Petit-Val.*

Pendant l'occupation de nombreuses et importantes troupes allemandes se succèdent à Sucy avec régularité :

- 16 septembre 1870 : arrivée d'éclaireurs prussiens
- 17 septembre : arrivée de 500 Prussiens
- 18 septembre : départ des 500 Prussiens
arrivée de 6 000 autres Prussiens qui enfoncent les portes des maisons
- 18 septembre: départ d'une partie des Prussiens, les autres appartenant aux 50e, 75e, 76e, 82e, 88e régiments demeurent jusqu'en novembre
- 17 novembre : départ du reste des Prussiens
- 18 novembre : arrivée de 6 000 Wurtembergeois qui interviennent dans la bataille des boucles de la Marne
- 6 décembre : départ des Wurtembergeois
arrivée de 3 000 Poméraniens et Silésiens
- 4 janvier 1871 : les précédents sont remplacés par 3 000 Bavaois du corps d'armée de Von der Thann, (peu à peu leur nombre diminue jusqu'à 500)
- 21 septembre : les derniers Allemands quittent enfin Sucy.

Imaginez l'état d'extrême pillage et de délabrement auquel se trouve réduit le bourg et quelle fut la vie des 150 Sucyciens demeurés sur place.

Dès leur venue les Prussiens collectent les armes (remise obligatoire sous peine de mort); ils réquisitionnent aussi toute chose utile pour leurs troupes (cuirs, harnais, fers, clous, bois, pétrole, huile, bougies); ils se servent de la forge de Prince, maréchal-charron, pour ferrer leurs chevaux et réparer les voitures. Les volets des maisons doivent demeurer ouverts, même la nuit. Des sentinelles contrôlent les allées et venues. Théoriquement la nourriture des troupes (en espèces ou denrées) est à la charge des habitants, mais le faible nombre de ceux-ci et leur dénuement a rendu la chose impossible. Peut-être même, comme ce fut le cas à Boissy ou Ormesson, les Allemands ont-ils, au contraire, nourri les Sucyciens.

LA BATAILLE DES BOUCLES DE LA MARNE

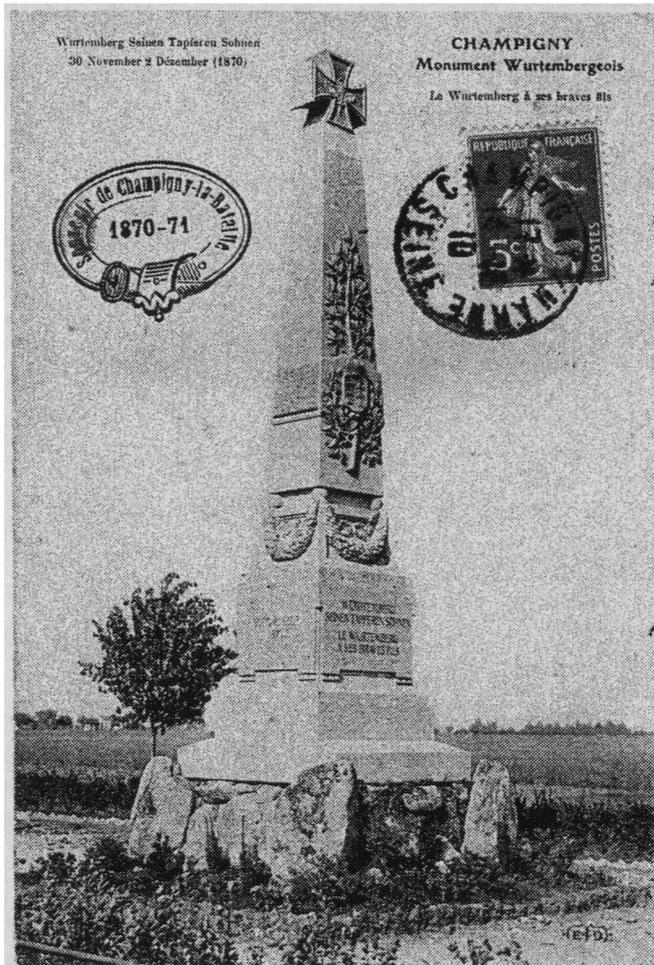
Inutile de reprendre ici la description des combats si bien évoqués par Jean Roblin dans son remarquable ouvrage *Et Ducrot passa la Marne*. Ils se déroulèrent, rappelons-le, du 29 novembre au 3 décembre 1870 à Bry, Champigny, Créteil, Chennevières, Bonneuil, Villiers... La réaction des Sucyciens fut très différente suivant qu'ils se trouvaient dans Paris assiégé ou dans leur village occupé.

A Paris, on recueille peu d'informations directes car le gouvernement les couvre du secret militaire, par contre elles parviennent rapidement, compte tenu de la proximité. Le 29 novembre, Jean-François Camot "entend la canonnade qui continuera jusqu'au mardi 30, à quatre heures du soir". Le 30 novembre il apprend "la prise de Montmesly, Champigny, Petit-Bry, Chennevières". Le 2 décembre il note : "canonnade toute la journée, pris Villiers, Coeuilly. Très bons résultats".

Mais il faudra se rendre à l'évidence, la sortie a échoué. Les civils restent fiers

qu'on ait tenu bon contre les troupes prussiennes. Par contre les militaires se montrent bien plus réalistes.

A Sucey, l'atmosphère est extrêmement tendue. La ville se trouve à proximité immédiate des combats, puisqu'on s'affronte autour de l'auberge "Mon Idée" à Chennevières et jusque dans les marais de Sucey et Bonneuil. Les déflagrations d'artillerie sont assourdissantes, les Wurtembergeois sont excédés comme en témoigne un canonnier, cantonné à Sucey, dans le "Mercure de Souabe" du 5 décembre : "Pour la première fois j'ai compris ce que veut dire supporter à découvert un feu d'artillerie. Nos canonniers se sont tenus admirablement et ont conservé le plus grand sang-froid. Après le combat, nous sommes restés à Coeuilly, où nous



Monument wurtembergeois à Champigny : 6 000 d'entre eux occupaient Sucey.

avons trouvé le temps de nous occuper de nos blessés. Ce n'est qu'à dix heures du soir que nous sommes entrés à Sucey (...) Quoique nos troupes se soient couvertes de gloire, il règne une profonde douleur en raison des victimes, et l'exaspération contre les Français est immense".

Les Sucyciens abasourdis se terrent dans leurs maisons et attendent la fin de l'affrontement. Près du Petit-Val, les Wurtembergeois ont installé une ambulance où furent soignés cent Français (dont 8 décédèrent) et de très nombreux Allemands (parmi lesquels beaucoup moururent). Ces victimes des deux armées ont été enterrées dans le cimetière de Sucey où des plaques commémoratives rappellent leur sacrifice. On a également retrouvé à l'emplacement de l'ambulance une boucle de ceinturon allemand et des os sciés, restes d'amputations.

LA FAMINE PARISIENNE À LA FIN DU SIÈGE

La fin du siège, c'est bien connu, a amené des difficultés presque insurmontables en matière d'approvisionnement. La situation empire dès la mi-octobre et le 20 novembre il ne reste dans la capitale que des vaches laitières et quelques centaines

47

M. Carter,

demeurant Rue de la... n° 15

a droit à Deux 1/2 RATIONS DE PAIN, à prendre chez M. B... boulanger, rue... n° 44

de

1871

CARTE DE BOULANGERIE

AVIS SPÉCIAL. — Toutes RATIONS non réclamées aux jours indiqués ci-dessous, seront périmées.

Jeu	Mer	Mardi	Lundi	Dimanche	Samedi
16	15	14	13	12	11
FÉVRIER	FÉVRIER	FÉVRIER	FÉVRIER	FÉVRIER	FÉVRIER

Vendredi 10 FÉVRIER

Carte T n° 11

Boulevard n° 26

Nom : ...

Domicile : ...

Signature :

à servir de ...

VIANDE	VIANDE	VIANDE
3	3	3

FEMME

BON POUR UNE FAINE DE CHAUSSEUR ORAISE ET UNE FAINE DE SANCÉ, donés par M. de ROTHSCHILD à prendre à la Grande Maison de Pain, boulevard des Capucines, n° 6, à Paris.

Valable jusqu'au 20 janvier 1871.

Tickets d'alimentation et bon d'habillement attribués aux assiégés.

de boeufs. La ration de viande est passée de 40 à 30 grammes par jour et le cheval remplace le boeuf (dans l'esprit de l'époque consommer du cheval équivalait pour nos contemporains à manger du chien).

Le conseil municipal de Sucy constate le 25 janvier 1871 : "Le pain de qualité inférieure est distribué avec une grande parcimonie à raison de 300 grammes par jour pour les adultes et 150 grammes pour les enfants en dessous de cinq ans". Ce pain est un amalgame de blé, de chènevis, d'avoine et parfois même de paille hachée.

Jules Ferry, responsable des approvisionnements, et qui n'en peut mais, est surnommé "Ferry famine". Un marché noir, d'une ampleur jamais égalée, s'est développé ouvertement. Jean-François Camot relate le 18 décembre: "Auguste Dupont a vendu deux poulets de ferme à 50 francs, une oie 110 francs, un lapin 25 francs, un boisseau de pommes de terre à 7 francs. Nous mangeons du cheval, bien triste vie" (pour mémoire la solde journalière d'un garde national s'élève à 1 franc 50).

On en est même venu à se nourrir des animaux du Jardin des Plantes (ours, éléphant, kangourou) et, dans les derniers temps, les coûts atteignent leur paroxysme pour des mets parfois peu ragoûtants : rat 3 francs, livre de chien 5 francs, chat 30 francs, litre d'huile 7 francs, kilo de beurre 50 francs. Se chauffer ou cuire les aliments relève également de la performance. Le gaz d'éclairage est rationné depuis le 1er novembre, le charbon de bois depuis le 18. On coupe les arbres des bois, parcs et jardins et ce combustible, vendu à prix d'or, brûle fort mal.

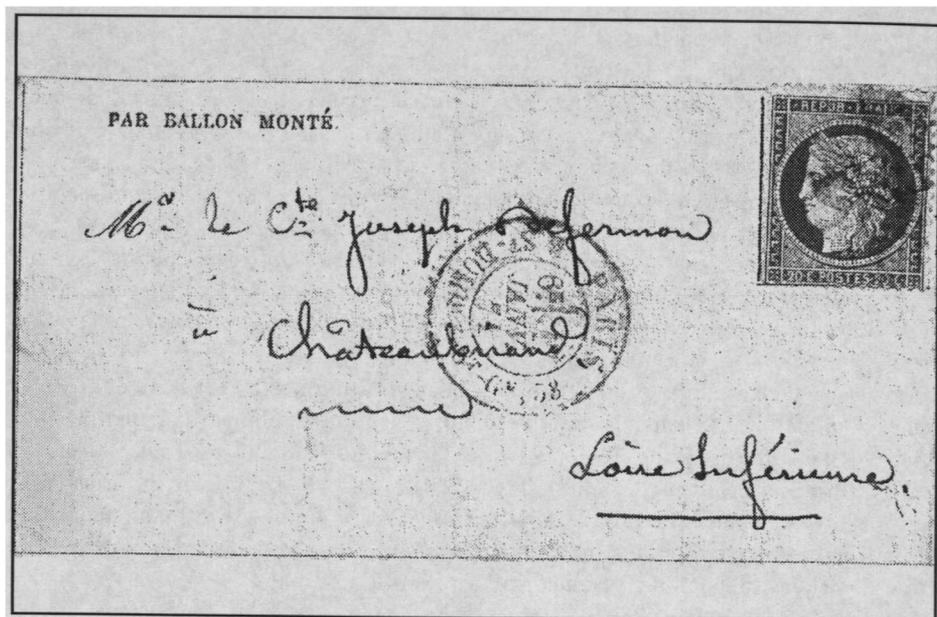
LA SOLIDARITÉ ENTRE RÉFUGIÉS

Le problème majeur pour la municipalité sucycienne est celui de la progression du nombre des indigents et des sans-emplois : le 12 octobre on décompte 75 assistés mais, le 28 décembre, ils sont 432 ! François-Etienne Lefèvre, maire de Sucy, est nommé responsable des secours aux habitants de l'arrondissement de Corbeil. En date du 26 octobre, les "fourneaux économiques" fournissent aux Sucyciens nécessiteux tous les trois jours 960 kilos de pain et 33 portions. L'allocation de l'État s'élève, par personne secourue, à 75 centimes par jour pour les hommes et 25 centimes pour les femmes et les jeunes.

Autres formes d'aide : le bureau de bienfaisance de Sucy a débloqué 500 francs et une souscription parmi les Sucyciens les plus aisés permet d'obtenir 200 paires de sabots et de chaussures.

Il s'y joint heureusement des dons particuliers : le baron Hottinguer, propriétaire du château du Piple, octroie 1 000 francs ; Charles-Frédéric Moulton 375 kilos de bois et de la mélasse ; M. Darbay une tonne de charbon (presque introuvable) et deux imperméables ; Jean-Baptiste Bouillet, propriétaire du château Montaleau et futur maire, 150 bouteilles de vin "surtout utiles pour les vieillards et les enfants" (sic), 300 francs et des vêtements pour 100 personnes.

Ces libéralités, aussi généreuses soient-elles, ne sont qu'une goutte d'eau dans un océan d'infortune.



Lettre-journal par ballon monté, envoyée par Jacques Aubrée au comte Defermon.

L'ISOLEMENT DE PARIS INVESTI

A un degré moindre et dans un autre domaine, on souffre aussi moralement de l'isolement de la ville. Réfugiés ou militaires ne peuvent recevoir ou faire parvenir des nouvelles aux membres de leur famille demeurés en province. On recourt à des "boules de moulins", emplies de courrier et qui descendent la Seine où elles sont souvent repérées par les Prussiens. Mais les envois les plus fréquents se font par ballons, lesquels transportent également des pigeons voyageurs destinés à obtenir des renseignements en retour (les pigeons ne peuvent toutefois être lâchés quand il fait trop froid). Soixante-trois ballons différents furent ainsi utilisés du 19 septembre 1870 au 27 janvier 1871.

Nous possédons une lettre-journal de Jacques Aubrée, hôte assidu du château de Sucy, adressée par ballon monté, au comte Defermon, oncle de Charles Ginoux de Fermon, futur maire de la ville. Cette correspondance exceptionnelle transportée par le ballon "La poste de Paris" le 17 janvier 1871 est d'abord parvenue à Arras puis à Chateaubriand, sa destination, le 26 janvier... c'est un record de rapidité !

LES PRUSSIENS BOMBARDENT LA BANLIEUE ET PARIS

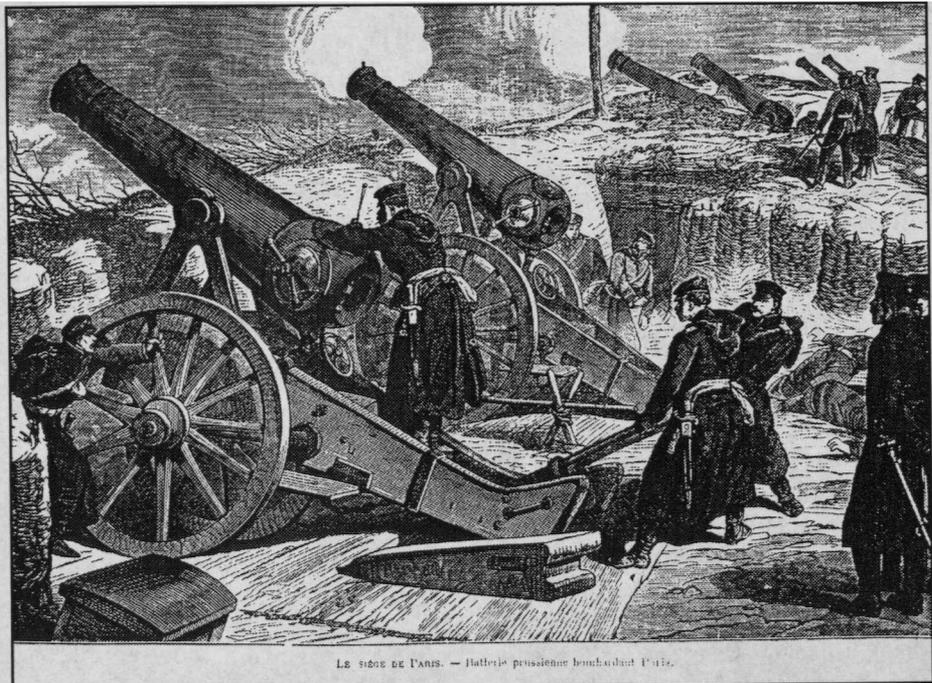
Pour finir de démoraliser les assiégés, l'artillerie lourde allemande commence le mardi 27 décembre à bombarder la banlieue : Noisy, Villemomble, Neuilly, Fontenay...

Le jeudi 5 janvier 1871 et les jours suivants, Paris rive gauche est à son tour pris pour cible (Luxembourg, Val-de-Grâce, École de médecine, Sorbonne...)

Le 11 janvier le conseil municipal reprend une constatation de François-Etienne Lefèvre : "Le siège, ajoute le maire, a pris des proportions terribles. Les bombes ennemies atteignent la rive gauche de la Seine d'une manière déplorable, une foule de civils ont succombé à ce bombardement qui n'a pas intimidé la population parisienne. La conséquence a été qu'une partie de la population de la rive gauche a dû franchir la Seine et que beaucoup de nos compatriotes ont été contraints de suivre cet exemple". On imagine les difficultés de relogement !

La lettre-journal envoyée par ballon, mentionnée ci-dessus, reprend les chiffres des morts causées par l'artillerie allemande entre le 5 et le 13 janvier : 51 tués dont 18 enfants et 12 femmes. Jacques Aubrée a ajouté de sa main : 85 tués dont 13 enfants et 22 femmes entre le 13 et le 16 janvier.

La banlieue val-de-marnaise ne fut pas non plus épargnée puisqu'à partir du 7 janvier Saint-Maur et Joinville reçurent 7 000 projectiles.



LE SIÈGE DE PARIS. — Artillerie prussienne bombardant Paris.

Artillerie lourde allemande, se chargeant par la culasse et pilonnant Paris

“LES PAUVRES SUCYCIENS QUI CRÈVENT COMME DES MOUCHES...”

C'est ainsi que s'exprime Raymond Moulton, beau-frère de Lillie, le 1er février 1871, juste à la fin du conflit.

Dès le 9 novembre, une délibération du Conseil municipal de Sucy signale que : “La santé des habitants de Sucy est généralement mauvaise, beaucoup de variole, de dysenterie, deux nouveaux décès sont survenus. C'est le sixième depuis l'investissement de Paris, d'autres sont à craindre”.

Cela ne fit qu'empirer à la fin du siège, compte tenu des conditions de vie détestables : logements insalubres, manque de chauffage, sous-alimentation. En plus de la variole de nombreuses maladies, difficiles à soigner dans ce contexte se développent : petite vérole, bronchite, pneumonie, typhoïde, diarrhée. Les cimetières parisiens sont pris d'assaut.

Le 7 décembre le conseil municipal évoque la disparition d'un personnage estimé en utilisant une terminologie maintenant bien démodée ! “Le maire a le regret d'annoncer à la commune, la mort d'un respectable vieillard de Sucy, M. Michelet, chevalier de la Légion d'Honneur, vieux et noble débris de nos armées du Premier Empire. C'est le dixième décès depuis le commencement du siège de Paris”.

A Sucy occupé la situation n'est guère plus brillante et les décès se succèdent également. Au total on comptabilise une cinquantaine de morts Sucyciens, soit en quatre mois et demi, 4% de la population.

LA CAPITULATION ET LE RETOUR A SUCY

Le 23 janvier 1871, Jules Favre accepte la capitulation de Paris ; le 26 janvier l'ennemi cesse ses bombardements et le 28 c'est l'armistice. Enfin le 1er mars les Prussiens entrent dans la capitale. La paix ne sera signée que le 10 mai avec pour conséquences la perte de l'Alsace-Lorraine et le paiement d'une indemnité de cinq milliards.

Quant aux Sucyciens, s'ils sont sensibles à l'humiliation de la défaite, leur préoccupation primordiale est le retour au village. Malgré la proximité, cette rentrée est échelonnée, car il faut d'abord savoir si l'on pourra vivre et se loger à Sucy, puis trouver quelque véhicule pour ramener ses pauvres biens.

Les premiers qui s'y sont rendus à pied s'en retournent hébétés : c'est la catastrophe ! Madame Charles Moulton, belle-mère de Lillie, rapporte : “Je suis allée au Petit-Val vendredi, le château était plein d'officiers mais pas beaucoup abîmé, horriblement sale. Quant au village toutes les maisons sont saccagées, plus une porte,

ni fenêtre, ni placard, les escaliers même ont été brûlés, cela faisait saigner le cœur. Monsieur Lefèvre a obtenu des laissez-passer pour les habitants mais où ces pauvres diables vont-ils pouvoir coucher ou manger, personne ne sait". La famille Saulnier-Bemelmans revenant à ce qui reste de leur maison, au 14 rue de Boissy, trouve un cheval mort dans la salle-à-manger.

Tous les châteaux (sauf Petit-Val protégé par le drapeau américain) sont dans un état de dévastation extrême. Celui de Chaumoncel ne s'en remettra pas : on devra le détruire aux deux tiers. Mais sur le plan humain, on découvre le pire au château de Sucy, comme en témoigne Gustave Desjardins³ : "A Sucy, René Planchenault, ancien serviteur de la famille Ginoux, rentrant de Paris après avoir constaté les dévastations commises dans le château, alla visiter le lieu où ses maîtres avaient été enterrés. La porte était fracturée. Il entra dans le caveau et recula d'horreur, en voyant sur les dalles le cadavre de madame Raymond Ginoux. Le cercueil avait été mis en pièces et l'on avait enlevé le revêtement de plomb. Les auteurs de cette profanation sont les Bavarois du général Von der Thann qui, nouveaux convertis aux doctrines prussiennes, ont du premier bond dépassé leurs maîtres. Il est inutile de qualifier ces actes".

Durant le siège, on avait déjà fait appel à la solidarité locale pour survivre, à peine de retour, il faut recommencer. Les contribuables sucyciens les plus aisés, la plupart propriétaires de châteaux, ont été très atteints dans leurs biens. Tous acceptent néanmoins d'apporter une aide substantielle notamment les Ginoux de Fermon, Berteaux, Moulton, de Wagram, Hottinguer, Bouillet, Marsaux, Bordeaux... Certains parviennent même, grâce à leurs relations, à obtenir des dons français et étrangers : société des agriculteurs de France (3 quintaux de blé), secours aux paysans minés par la guerre (des matelas et une grande quantité de vêtements), société d'entraide anglaise (300 litres de blé), comité de secours américain (1 000 francs). Le 29 avril 1871, les dommages communaux et particuliers (y compris ceux causés dans les châteaux) sont évalués par le conseil municipal à 3 200 000 francs. L'indemnité versée par l'État s'élèvera à 300 245 francs !

Le 21 septembre 1871, lorsque les derniers Allemands quittent Sucy, le maire François-Etienne Lefèvre essaie de s'opposer, au péril de sa vie, à l'enlèvement de quatre fourgons de mobilier volé au château de Sucy. Complètement ruiné, il devra démissionner de sa fonction pour éponger ses propres pertes et y "travailler tant qu'il lui restera un souffle de vie".

POUR CONCLURE

Si la guerre de 1870 a causé moins de morts sucyciennes que celle de 1914-18, elle a néanmoins, nous l'avons vu, été fatale à beaucoup d'habitants. Ce conflit a, de

plus, ruiné l'économie locale et dévasté maisons et châteaux.

Cette sanglante confrontation a enfin considérablement accéléré la diminution de l'activité agricole du village. Les terres en jachère forcée, les vergers saccagés, les vignes détruites, le cheptel disparu, les bâtiments agricoles endommagés, toutes ces déprédations ont, en effet, entraîné les ruraux à chercher d'urgence un autre métier afin de subsister.

Et justement des besoins énormes de main-d'oeuvre se manifestent tout autour de Paris pour reconstruire la banlieue. L'industrie également recrute des ouvriers pour reprendre son activité. C'est ainsi que brusquement une partie de la population de Sucy a basculé du secteur primaire au secondaire.

L'exode rural fut cependant très limité, la population laborieuse continuant à vivre à Sucy mais se déplaçant, avec les moyens de l'époque, pour rejoindre son lieu de travail. Cette habitude s'est perpétuée, il suffit de se rendre aujourd'hui un matin sur les quais du R.E.R pour en être convaincu.

BERNARD MÉA

Société historique et archéologique de Sucy-en-Brie

NOTES

- 1) B. MEA (direction), *Nouvelle histoire de Sucy-en-Brie, t 3 : La grande Mutation 1804-1914*, Aurillac, 1996.
- 2) L. de HEGERMANN-LINDENCRONE (Lillie Moulton), *In the courts of Memory*, New York, éd. Da capo, 1980.
- 3) G. DESJARDIN, *Tableau de la guerre : les Allemands dans le département de Seine-et-Oise*, Paris, éd. Lecerf, 1892.

LES GUERRES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES À ARCUEIL.

1- LA GUERRE DE 1870-1871

Je rappellerai tout d'abord que la France a déclaré la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870. Près de 90 jeunes d'Arcueil sont mobilisés soit dans l'armée active, soit dans la garde nationale ; une caisse de secours aux militaires et à leurs familles a été créée par la municipalité dès le 4 août 1870.

L'armée française mal entraînée et mal commandée a été vite défaite par l'armée prussienne et l'armée des autres États allemands : le maréchal Bazaine a été encerclé à Metz entre le 14 et le 18 août 1870, et l'armée de secours avec Napoléon III partie de Chalons, encerclée à son tour à Sedan le 1er septembre, a capitulé dès le 2 septembre. L'empereur a été fait prisonnier avec 100 000 hommes.

La révolution a éclaté à Paris le 4 septembre : onze députés de Paris ont alors formé un gouvernement républicain de défense nationale présidé par le général Trochu. La guerre va alors se poursuivre avec 900 000 hommes de troupes disparates dont 250 000 mobiles mal entraînés.

La veille, soit le 3 septembre 1870, le Conseil municipal d'Arcueil, fraîchement élu -les élections remontaient au 14 août- a désigné Eugène Lavenant, carrier de son état, comme président, assisté de quatre assesseurs parmi lesquels Émile Raspail, à défaut d'un maire et d'adjoints régulièrement nommés.

Le siège de la capitale devenant une triste réalité, le père dominicain François Captier (qui avait, en 1863, ouvert à Arcueil une école secondaire sous le nom de collège Albert le Grand sur le site du château et du parc où a résidé le savant chimiste Claude Berthollet de 1802 à 1822) mit son établissement à la disposition de la société de secours aux blessés militaires. Celle-ci lui a envoyé la 8^{ème} ambulance internationale.

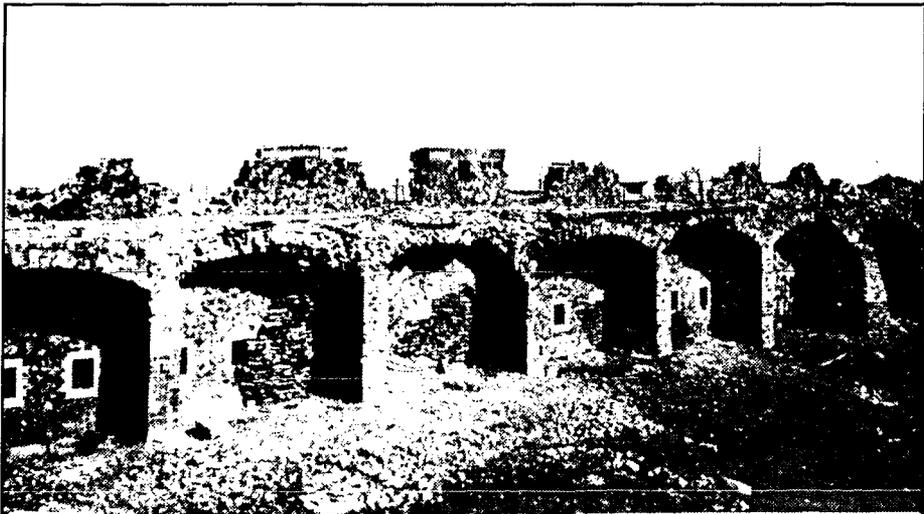
Le Père Captier, dans une lettre écrite un mois avant l'armistice, le 29 décembre 1870 a raconté non sans un certain humour la vie au village : "J'habite Arcueil, village presque désert. On ne voit ici ni homme, ni femme, ni auvergnat mais seulement des soldats, des religieux, des religieuses qui portent la croix rouge"... Après avoir évoqué les privations et notamment les boucheries de Paris où "on reçoit en présentant une carte et de l'argent, tantôt un hareng saur, tantôt du riz", il décrit le bombardement : "Ce qui est extraordinaire pour la saison, c'est qu'il tonne jour et nuit dans les environs, il tombe des aérolithes en feu".

En outre, des ambulances volantes de l'armée ont été installées à la "croix d'Arcueil", où l'autorité militaire avait fait démolir quelques immeubles situés dans

le voisinage du fort de Montrouge dans les limites du territoire arcueillais. L'une d'elle a été dirigée par un aide-major du nom de Durand lors des combats de Montrouge et de la redoute des Hautes Bruyères à Villejuif : une fois la guerre terminée, le docteur Durand s'est fixé dans la ville dont il est devenu en 1900 l'un des notables jusqu'à sa disparition en 1907. Son buste au fin visage souligné par une barbe effilée, qui se dressait sur une stèle érigée sur sa tombe de l'ancien cimetière d'Arcueil (aujourd'hui à Cachan), a disparu.

Les rudes conditions de vie du siège, les longues veilles imposées par les bombardements, les victimes (morts et blessés), les privations -les religieux ont successivement mangé leurs moutons, leurs chèvres puis leurs chats et aussi les oiseaux du parc- font que l'armistice signé le 28 janvier 1871 est accueilli avec un certain sentiment de soulagement par la population massivement réfugiée dès le 19 septembre 1870, après la prise du plateau de Chatillon par l'armée ennemie, sur les 13e et 14e arrondissements de Paris. En effet, la mairie d'Arcueil avait été provisoirement transférée rue Gay Lussac à Paris 5e, dans un immeuble appartenant à monsieur Lavenant.

Des dégâts très importants sur le territoire de la commune en relation avec les combats ont été subis surtout par le fort de "Montrouge" et ses abords héroïquement défendus avec succès par les marins : l'ouvrage a reçu des milliers de projectiles et la fin des combats marqua la fin tragique du capitaine de frégate Larret de Lamalignie qui préféra se suicider sur place plutôt que de capituler. Cependant, le calme revenu, Arcueil dut subir une occupation allemande d'un mois durant lequel les écoles furent transformées en écuries pour les chevaux ; maintes maisons libres ou non ont dû abriter des troupes.



*ARCEUIL - Le Fort de Montrouge en 1871 -
Plein de débris. Bastion N. Vue intérieure.*

Celles-ci à peine parties, les événements de la Commune de Paris surviennent de mars à mai 1871. La capitale et les forts de la banlieue sud (Montrouge, Bicêtre, la redoute des Hautes Bruyères), sont laissés aux insurgés. Les habitants devront subir un deuxième siège. Les passions se déchaînent dans l'un et l'autre camp.

Une très faible partie de ses administrés suivit de nouveau le maire, monsieur Lavenant, dans les lignes versaillaises à Bourg-la-Reine, et l'activité des commerces a seulement été un peu réduite.

Contrairement au maire, l'abbé Durand, curé de la paroisse durant trente ans, toujours coiffé d'un chapeau haut de forme à bords plats, était resté à son poste. Arrêté une première fois en avril, il fut libéré par un de ses paroissiens enrôlé dans la garde nationale ; arrêté une seconde fois en mai et incarcéré à Bicêtre avec Godefroy son bedeau, l'un et l'autre furent relâchés sur intervention des habitants.

La guerre civile de 1871 a cependant laissé une trace sanglante dans le village. Les dominicains d'Arcueil ont été rendus responsables par l'armée parisienne des cruautés de la lutte, notamment avoir incendié volontairement le château Laplace, siège de l'état major du colonel Serizier commandant la 13e légion et avoir fait des signaux à l'adresse des Versaillais. Une première perquisition a eu lieu dans l'école et les galeries de carrières situées au-dessous, sans résultat et sans conséquence, mais le 19 mai, les dominicains et le personnel de l'établissement sont "tenus de se mettre à la disposition des délégués de la commune" et dirigés sur le fort de Bicêtre. Ils seront emmenés le 25 mai à Paris, avenue d'Italie, et treize d'entre eux (5 moines dont le père Captier et huit laïques) seront tués au moment des derniers combats soutenus désespérément par les "communards" contre les Versaillais



jusqu'au 28 mai. A compter du 21 juin, une terrible répression s'abat sur la population parisienne et celle de la banlieue. Plusieurs Arcueillais ont été, semble-t-il, arrêtés et "nul n'eut plus jamais de nouvelles" d'eux.

En réparation des dommages matériels subis, près de 450 habitants ont en 1872 bénéficié d'une allocation de 600 F au titre d'indemnités de guerre. 549 autres toucheront en 1873 de nouveaux subsides pour de multiples déprédations, voire des pillages, commis à leur préjudice par les troupes françaises. Cependant, plusieurs habitants verseront une contribution à la "souscription pour la libération du territoire". Près de cent d'entre eux seront décorés de la médaille de 1870-1871.

2- LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Le 1er août 1914, soit moins d'un demi-siècle après les combats sanglants de 1870-1871, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie et, le 3 août, à la France : les Arcueillais apprennent la mobilisation générale par 32 affiches apposées sur les murs de la ville. Le départ des hommes prive nombre de familles de ressources : la municipalité doit organiser le versement de secours d'urgence : allocations d'État respectivement de 1,25 F et de 0,50 F par jour à la femme et à un enfant d'un soldat mobilisé, 5 F par mois et par enfant dans le cadre d'une assistance aux familles nombreuses.

Le maire François Trubert, a eu la redoutable charge d'annoncer aux familles la disparition de plus de 350 Arcueillais et Cachanais "tombés au champ d'honneur" durant plus de quatre années d'une guerre terriblement meurtrière. Plusieurs dizaines de blessés s'ajoutent à tous ces morts. En outre, avaient été recensés 92 prisonniers de guerre auxquels ont été envoyés régulièrement des colis de vivres et de vêtements d'une valeur minimum de 10 F et qui ont bénéficié d'une subvention de 2 500 F votée le 25 février 1917.

La ville étant située dans la zone des tirs de la D.C.A. du fort de Montrouge et de la redoute des Hautes Bruyères, des dégâts ont été causés sur son territoire par la retombée d'éclats d'obus. Ainsi la fabrique de parapluies et ombrelles Lapointex et Cie située 1 rue d'Orléans a estimé à près de 10 000 F les dommages engendrés par la chute d'un obus dans ses locaux le 27 mai 1918. Enfin des réquisitions de chevaux ont été faites par l'armée au préjudice des carriers et des troubles de jouissance sont nés pour certains habitants des casernements des troupes, notamment du 9e RI.

3- LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Après la "drôle de guerre" de septembre 1939 à mai 1940, la percée des blindés allemands en Belgique et leur avance fulgurante en France, entraînant un exode

massif des populations civiles sur les routes, du nord au midi, jusqu'à l'armistice signé le 22 juin 1940 à Rethondes avec les Allemands et le 24 juin à Rome avec les Italiens, commence une longue occupation synonyme de rationnements alimentaires sévères pour la population qui aura encore davantage à souffrir de l'absence de combustibles pour le chauffage en hiver. Sur les étals des marchés largement dégarnis, on a pu voir des fanes de carottes ou même des feuilles de rhubarbe hautement toxiques.

Dès l'automne 1939, des masques à gaz principalement fabriqués en Tchécoslovaquie avaient été distribués aux Arcueillais et une défense passive organisée pour les amener à gagner en cas d'alertes des abris antiaériens - d'anciennes galeries de carrières en correspondance avec des caves le plus souvent - ouverts et surveillés par des chefs ou chefs adjoints d'îlots dont la mission a été reconduite pour le temps de l'Occupation.

Des "prélèvements" intempestifs ont été opérés par les Allemands à l'hôtel de ville : deux toiles peintes par C. Danguy dans les années 1860 et dont l'une représentait des ouvrières de l'époque, ont été enlevées et emportées par eux. Seule, une des trois œuvres léguées à la ville aux dires de ses héritiers, est visible à l'ancienne mairie : un tableau figurant un transport par fardier destiné à la construction de Paris de grosses pierres de taille extraites des anciennes carrières d'Arcueil.

La ville a été libérée dès le 17 août 1944 par les mouvements de la Résistance très actifs : partis politiques de gauche, Front national, FTPF, mouvement Libération-Nord, CGT, syndicat des travailleurs chrétiens. Ils ont facilité l'avancée à travers la ville et, au-delà, vers Gentilly du groupe blindé du capitaine Dronne de la division Leclerc qui a gagné le jour même 24 août à 21 heures la place de l'hôtel de ville de Paris.

Le 21 août le comité local de la résistance désigne un exécutif municipal devenu le 25 août municipalité insurrectionnelle elle-même légèrement modifiée dans sa composition le 2 septembre et légitimée par la Préfecture de la Seine sous le nom d'une délégation spéciale. La présidence de cette délégation sera donnée sur l'accord unanime de ses membres le 27 octobre 1944 à Maris Sidobre, ancien maire communiste, président du conseil municipal issu des élections de 1935 et dissous en exécution d'un décret du 4 octobre 1939. Le 27 octobre était le surlendemain du jour de son retour d'Algérie où il avait été interné en 1940 et d'où il fut libéré en novembre 1942 par les armées alliées. La nouvelle équipe municipale a dû maintenir une aide aux familles des 450 prisonniers arcueillais jusqu'à la capitulation sans condition de l'Allemagne.

Trente-et-un militaires sont morts au cours des hostilités en 1939-1940. Neuf déportés ne sont pas revenus des camps de concentration ; six autres personnes ont été tuées par l'occupant pour faits de résistance. Enfin, sont à déplorer 13 ultimes victimes dans les maquis, les combats de la libération ou sur le front, de la fin de l'année 1944 à mai 1945. Neuf requis du STO, outre les neuf déportés et sept pri-

sonniers de guerre complètent ce tragique bilan pour Arcueil de la Seconde Guerre mondiale, dans lequel doivent être compris également deux civils victimes de l'éclatement d'une torpille sur l'ancien laboratoire de la fondation Marie-Curie, annexe de l'Institut du Radium, avenue de la Convention, venue d'un wagon de munitions stationnant en gare d'Ivry au cours du mois d'août 1944.

Pour terminer j'évoquerai à nouveau le Fort de Montrouge construit sous Louis-Philippe et qui, on l'a vu, a joué son rôle dans la défense de Paris en 1870-1871. Il a été à la fin et au lendemain de la guerre de 1939-1945 choisi comme lieu d'exécutions capitales : Robert Brasillach, Fernand de Brinon, Masuy-Fallot, Philippe Pétain qui avait préparé le concours d'entrée à Saint-Cyr au collège des Dominicains d'Arcueil de 1875 à 1877, et son épouse, de retour de Sigmaringen en Allemagne, y ont été internés entre le 25 avril 1945 et le 22 juillet 1945 préalablement au déroulement du procès de l'ex-maréchal devant la Haute Cour de Justice.

Ainsi si l'on remonte au XIXe siècle et seulement à la fin du premier Empire, on constate qu'un maître des postes du nom de Nicolas Wattier, maire d'Arcueil à compter du 8 mai 1808 a été confronté aux dures conséquences de l'occupation du village par les Cosaques en 1814 puis par les Autrichiens en 1815.

En particulier les Cosaques ont brûlé dans une imprimerie à Clichy tous les exemplaires de l'édition du 3e volume des mémoires de la Société d'Arcueil fondée en 1805 par deux grands maîtres scientifiques, Claude Berthollet et Laplace, qui résidaient à Arcueil dans deux propriétés voisines. Le 3e volume ne put être publié qu'en 1817.

Depuis lors, Arcueil a dû faire face sous la magistrature Lavenant aux désastres des deux sièges de Paris de 1870-1871, de la longue et épouvantable guerre mondiale de 1914-1918 sous la magistrature de François Trubert, enfin de la non moins longue occupation de 1940 à 1944.

Ces événements violents successifs ont entraîné pour la population leurs lots de deuils, de souffrances, de destructions, de privations, de frustrations, dus au déchaînement des passions meurtrières des hommes... Triste gâchis au passif d'une humanité dont heureusement ont émergé de tout temps des personnalités fortes qui ont œuvré pour le bien public.

ROBERT TOUCHET

Commission du Patrimoine du Centre Culturel Communal Erik Satie

SOURCES :

L.L. Veysièrre : Arcueil et Cachan, Essai de monographie.

Maurice Daumas : Les savants d'Arcueil et la science du XIXe siècle.

A. Desguine : La Bièvre.

Jacques Varin : Mémoires d'Arcueil.

LES MONUMENTS AUX MORTS DES GUERRES DE 1870 ET 1914-1918 DANS LE VAL-DE-MARNE

“Saint-Gervais, comme toutes les communes de France, allait élever un monument à ses morts. Depuis longtemps on en parlait ; la liste des souscriptions, surveillée, commentée, allait se clore. Thomassier avait arrêté le projet : un socle de granit bleu surmonté d’un poilu de zinc, soulevant son fusil à bout de bras, et criant, la bouche ouverte, dans une attitude héroïque et fougueuse. On graverait sur le socle les noms des morts en lettres dorées ; on ferait suivre chaque nom de la date de la mort. (...) il fallut choisir l’emplacement du poilu de zinc : au cimetière ? Bêtise, trahison ! Il s’agissait d’un monument glorieux, d’un témoignage éclatant et fier qui devait se dresser en pleine lumière, au milieu des vivants, au cœur même de la cité. Sur la grande place, alors ? Profanation ! Puisque, souventes fois dans l’année, les foires, les assemblées, les fêtes emplissaient la grande place d’une liesse bruyante, de tirs forains, de loteries, de bastringues (...) La commission réfléchissait, perplexe : on pourrait peut-être interdire la grande place aux forains, leur offrir le champ de foire, ou bien la place de l’église ? Alors les cafetiers de la grande place voyaient rouge : “Le commerce était sacrifié, une fois de plus ! (...)” Des pétitions circulaient, pour la grande place, contre la grande place ; des parents, des veuves, publiaient violemment qu’ils “retiraient leurs morts” (...). Et pendant ce temps, Thomassier, le maire, manoeuvrait subtilement pour atteindre son but, le seul qui l’intéressât vraiment, passionnément : graver son nom dans le granit du socle ; éterniser, en profitant d’une occasion unique, le souvenir de sa glorieuse magistrature.”

in *La Joie* de Maurice Genevoix, 1926, ch. IV

Ce récit aux sentiments poussés à l’extrême, reflet de ce qui aurait pu se passer dans les communes du Val-de-Marne, démontre avec intensité combien l’érection d’un monument aux morts, auquel nous accordons à peine d’attention aujourd’hui, est un événement politique et social important, qui mobilise toutes les passions d’une époque. On conçoit alors aisément que l’iconographie utilisée ne soit pas neutre, que l’emplacement choisi provoque de longs débats, et que choix des artistes et inaugurations cristallisent des sentiments contrastés.

Les enquêtes de l’Inventaire général ont permis de recenser soixante-quatre monuments aux morts dans les quarante-sept communes du Val-de-Marne¹. Vingt-et-un d’entre eux commémorent la guerre de 1870-1871. Quarante-deux, soit le double, concernent la Première Guerre mondiale, dont dix-sept sont élevés en 1921 et 1922. La période de la reconstruction, les années 20 et pour une moindre part les années 30 représentent ainsi en matière de marché financier une véritable mine d’or pour les statuaires et marbriers en tout genre, ou au moins des commandes qui leur permettent de vivre enfin décemment. Un seul monument aux morts, situé à Boissy-

Saint-Léger, érigé spécialement pour les victimes (“militaires” et “civiles”) du deuxième conflit mondial a été recensé : l’usage veut en effet que des inscriptions soient plus simplement ajoutées sur les monuments antérieurs.

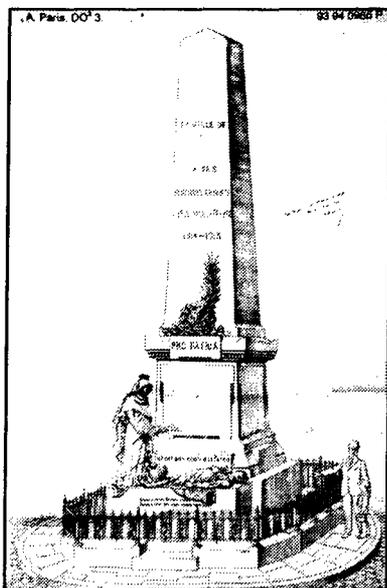


Fig. 1 : Élévation du monument aux morts de la guerre de 1914-1918 d’Alfortville, par U. Gourdon, 1920, A.D. Val-de-Marne, dévolution.

La vertu pédagogique du monument est essentielle à la compréhension du phénomène de multiplication des monuments aux morts. Le propos est de rendre hommage au courage des soldats, d’une part, et de faire connaître aux nouvelles générations le sacrifice de leurs pères, d’autre part. En Val-de-Marne, il n’y a pas de représentation de l’enfant, concrétisation de ce souci pédagogique, sur des monuments aux morts de la guerre de 1870. Si l’enfant apparaît, c’est par le biais de documents intermédiaires. Les Archives départementales conservent ainsi une carte postale ancienne sur le monument de L’Haÿ dit du 35e de ligne. Deux enfants sont photographiés à proximité, le plus grand, pourtant bien jeune, montrant à son petit frère l’exemple des aînés ; la légende “L’Avenir saluant le passé” confirme que la scène n’est pas anecdotique. On retrouve une iconographie très proche sur une élévation (Archives départementales du Val-de-Marne) du monument de la guerre de 14-18 d’Alfortville (fig. 1). Ici, c’est le père qui montre à son fils,

tête nue, le sacrifice des soldats morts pour la France. L’on voit combien ce souci pédagogique est l’une des causes du développement des monuments aux morts puisqu’il s’agit d’un document conçu en vue de la construction de l’édicule. Pour ce qui concerne notre département, c’est après la Grande Guerre que des enfants font partie intégrante de l’œuvre sculptée : à Saint-Mandé, l’allégorie de la commune montre à un jeune garçon le courage des combattants. A Gentilly, c’est une veuve qui montre à son fils orphelin le nom de son père inscrit sur le monument ; ils sont tous deux placés en bas de l’édicule, en signe de respect vis-à-vis des disparus, tandis que sur l’ouvrage précédent, l’allégorie est située au même niveau que le soldat. On remarque l’absence de fillettes, probablement parce qu’on voit dans le petit garçon un soldat en puissance qui doit suivre l’exemple de ses aînés.

LES PREMIERS MONUMENTS : LA GUERRE DE 1870-71

La guerre de 1870-1871, premier conflit majeur en Europe depuis Waterloo, laisse la France accablée par l’humiliation de la défaite, à laquelle s’ajoute une dette très

lourde et la perte de l'Alsace-Lorraine. Des monuments commémoratifs sont rapidement élevés (Bry-sur-Marne et Chennevières en 1876), mais d'autres ne le sont que plusieurs décennies après les combats (Bonneuil, 1896, Villeneuve-Saint-Georges, 1900, Villiers-sur-Marne, 1907). On fait en sorte que les champs de bataille importants et les différents corps d'armée qui s'y sont illustrés soient signalés et mis à l'honneur. Il en va ainsi du monument des mobiles de la Côte d'Or érigé à Champigny-sur-Marne en 1883 (par des entrepreneurs de la Côte d'Or). Cette unité de la garde nationale mobile, qui forme alors le gros de l'armée, est en effet l'une de celles qui ont été engagées dans la plupart des coups durs². En 1910, Wurtemberg élève un obélisque "à ses braves fils" morts au cours de la bataille de Champigny-sur-Marne. Ces deux monuments s'ajoutent à celui déjà existant : l'importance de la bataille de Champigny, les nombreux morts qu'elle entraîne, réclament en effet un monument d'une évidente ampleur. Il est alors décidé d'associer une pierre commémorative à un ossuaire qui recueille les restes de quelques centaines de combattants, français et prussiens.

Le Conseil général de la Seine lance, au mois de juin 1871, un grand concours pour le dessin d'un monument. Le projet d'un élève de Labrousse, E. Bruneau (1835-1925), est primé. Mais ce concours permet également de recueillir d'autres projets que l'on ne se prive pas de faire connaître dans les revues d'architecture et d'utiliser par la suite. Ainsi pour les combats de L'Haÿ ou de Champigny, ce n'est pas le projet de Bruneau qui est utilisé, mais ceux dus aux architectes arrivés en deuxième ou troisième position. Le concours a d'abord été une occasion de constituer un catalogue commode proposant différents modèles de pierres commémoratives. D'ailleurs, on s'en inspire jusqu'à la Première Guerre mondiale : beaucoup d'édicules de la guerre 14-18 reprennent les modèles sélectionnés en 1871³. L'ensemble de Champigny est inauguré le 2 décembre 1878, en présence de celui qui a dirigé les troupes durant la bataille, le général Ducrot. A Choisy-le-Roi, le monument pérennisant le combat de la Gare aux bœufs des 29 et 30 novembre 1870, avec son marin défendant le drapeau dû au sculpteur Benoît Hercule "fait saisir d'emblée au spectateur la farouche volonté des escadrons de la Marine qui font partie des combattants les plus acharnés du siège de Paris"⁴ (fig. 2).

Par souci de facilité, la plupart des monuments érigés juste après 1871 se composent en Val-de-Marne d'une colonne (Saint-Maur), plus souvent tronquée (L'Haÿ-les-Roses, Le Kremlin-



Fig. 2 : Choisy-le-Roi, monument commémoratif de la Gare aux bœufs, détail du Marin défendant le drapeau.

Bicêtre), mais surtout d'un obélisque, qui appartient au répertoire funéraire classique (onze occurrences dont Villejuif et Vincennes). Les pierres commémoratives se veulent très simples, quoique imposantes. Elles ne portent pratiquement aucun décor et mettent seulement en valeur les inscriptions relatives aux affrontements honorés⁷. Elles sont donc d'un coût raisonnable, ce qui permet d'en placer un grand nombre sur tout le pourtour de Paris dès l'année 1873. Les attributs du militaire (obus à Thiais, boulets de canon à Bry, épée à Villeneuve-Saint-Georges, fusil à Choisy, casque à Bonneuil), du martyr (palmes en grand nombre), s'ajoutent aux emblèmes de la patrie (drapeaux) et aux couronnes funéraires pour constituer un vocabulaire ornemental et symbolique modulable à volonté.

Les monuments simples à base d'obélisques (largement majoritaires car au nombre de dix-sept, Arcueil, Mandres, Santeny), de stèles (Le Perreux, Marolles), et de pyramides (Maisons-Alfort, Villecresnes) restent à l'honneur pour commémorer la Première Guerre mondiale. Le même langage symbolique est employé (palmes en abondance, drapeaux, casques, couronnes, épées, obus qui délimitent avec des chaînes l'espace "sacré" réservé aux héros morts pour la patrie et aux anciens combattants pendant les commémorations). Apparaissent pour la guerre de 1914-1918 les coqs, symboles de vaillance et de fierté, images patriotiques par excellence par un glissement linguistique Gallus = Galia⁸. Au nombre de six, ils sont tous juchés, à l'exception de celui de Villiers, au sommet du monument, lançant un cocorico triomphant. Celui de Villeneuve-le-Roi, en bronze, est sorti de la maison d'édition Leblanc-Barbedienne, ainsi que les attributs qui l'accompagnent. En effet, Gustave Leblanc-Barbedienne, neveu et successeur du fondateur de la grande fonderie d'art Ferdinand Barbedienne, habite à Villeneuve-le-Roi avec sa famille de 1892 à 1954, et est élu maire de cette commune de 1911 à 1919, années noires s'il en fut, et c'est d'ailleurs peut-être à ce titre qu'il est chargé (ou qu'il s'est chargé ?) des plans de l'édicule. Une nouveauté inattendue vient enrichir le vocabulaire ornemental à la même époque : des roses agrémentent en effet les deux monuments aux morts de la Grande Guerre de L'Haÿ-les-Roses. Il faut dire que l'un d'entre eux est érigé dès 1915 par Jules Gravereaux (1844-1916), créateur de la célèbre roseraie, dans sa propriété⁷ (édicule sis aujourd'hui sur la voie publique à l'angle des avenues Larroumès et Jules-Gravereaux).

Certains monuments se signalent cependant par des formes plus rares ou des éléments sculptés plus sophistiqués. Pour la guerre de 1870, l'on retiendra celui de L'Haÿ en forme de tombeau.

Et, comme dans le reste de la France, certains ouvrages plus tardifs du Val-de-Marne (fin du XIXe siècle, début du XXe) présentent de grandes figures sculptées qui d'une façon extrêmement réaliste, mettent avant tout les combattants en valeur. Une grande partie de ces figures de bronze est fondue par l'armée allemande lors de la dernière guerre. Le motif le plus récurrent est le mobile qui se décline avec des variations infinies : figure debout, au combat ou en train de mourir. Jamais le simple soldat n'a reçu pareil honneur. Auparavant, on n'évoquait que les chefs

militaires. Ceci correspond en effet à un changement des pratiques militaires : après 1792, la conception traditionnelle d'une armée de métier permanente est remplacée par la notion du citoyen défendant la patrie, corollaire de la prise de conscience nationale. A mesure qu'elle se rapproche du foyer, la guerre prend un tour plus personnel et les communes qui se trouvent loin du front connaissent aussi la douleur de perdre leurs fils au combat⁸. L'esprit de résistance prévaut dans le beau groupe du sculpteur Raoul Dufresne (1891) où un mobile enjambe l'un de ses compagnons blessés pour prendre la relève et sonner du clairon, face à l'ancienne mairie de Thiais (fig. 3). L'on peut apprécier à quel degré est porté le souci du détail. La popularité des statues de "mobiles" assure la poursuite de la production industrielle et les fonderies ajoutent à leurs catalogues des répliques commerciales, permettant ainsi aux communautés les moins riches de commander des moulages à un prix très avantageux⁹. Ainsi, le mobile en fonte de fer du monument de Choisy-le-Roi (entre 1891 et 1908) situé dans le cimetière est absolument identique à celui d'Arras dans le cimetière Saint-Laurent, tandis que l'allégorie de la France sur le monument de la guerre de 1914-18 à Villejuif se retrouve à Saint-André-de-Cubzac en Gironde (sculpteur Edmond Chrétien, 1922, fondeur Andro). Un tout autre sentiment émane



Fig. 3 : Thiais, monument aux morts de la guerre de 1870, détail.

d'un des monuments les plus forts du département, situé dans le cimetière de Fontenay-sous-Bois (guerre de 1870), où se dresse avec dignité une allégorie de la douleur ou de la patrie en deuil (fig. 13 et 14) : la résignation semble être ici de mise, résignation qui "ne s'applique pas à la défaite proprement dite mais à la nécessité d'accepter les pertes tragiques en l'absence de victoire"¹⁰. L'auteur en est Paul Roussel (1867-1928), sculpteur peu connu mais de talent, à qui l'on doit en Val-de-Marne les sculptures du très intéressant tombeau de Gustave Larroumet à Villecresnes et la superbe Nonia, danseuse à Pompéï mise en dépôt par la Ville de Paris à Vincennes.

On notera qu'une majorité de monuments de cette guerre franco-prussienne est élevée dans les cimetières.

APRÈS LA GUERRE DE 1914-18, UNE ÉVOLUTION SENSIBLE



Fig. 4 : Vincennes, monument aux morts de la guerre de 1914-1918.

Comme cela a été évoqué plus haut, il y a une certaine continuité logique dans les thèmes et dans les styles des édicules commémorant la guerre suivante. Les innovations témoignent davantage de l'impact du conflit. La Grande Guerre atteint un degré de férocité sans précédent, qui dépasse de loin les manœuvres comparativement limitées du conflit antérieur. Le cataclysme est si dévastateur que la victoire a son revers et qu'aucun monu-

ment triomphal n'est érigé en dehors de ceux commémorant les victimes. La victoire modifie nécessairement les monuments mais, tandis que l'esprit de revanche disparaît et que la résistance s'estompe, le triomphe se trouve tempéré par le pathétique¹¹ dû au nombre effroyable de morts. C'est pourquoi apparaissent les monuments-mur, aux formes architecturées, qui permettent d'inscrire de longues listes de combattants morts pour la France. Celui situé dans le cimetière de Vincennes (fig. 4 et 5) témoigne du lourd tribut payé par les Vincennois. Le bas-relief figurant la Ville de Vincennes qui tend palme et branche de laurier à un soldat mourant au combat est dû à un sculpteur vivant dans la commune, Eugène Arsal (1884-après 1961), soutenu à plusieurs reprises par les maires successifs dans l'obtention de commandes par le département de la Seine.

Autre guerre, autres soldats, le poilu remplace le mobile, mais reste traité avec beaucoup de réalisme. Il peut être figuré au repos (Maisons-Alfort), ou au combat

(Charenton-le-Pont et Saint-Mandé) : au Perreux-sur-Marne, le monument de la guerre de 1914-1918, élevé par souscription populaire, met à l'honneur un grenadier, motif généralement réalisé en bas-relief : il s'apprête à lancer sa grenade le corps tendu, un genou fléchi sur un appui (fig. 6). Le poilu peut être également représenté mort et constitue là une évocation extrêmement réaliste et émouvante. L'allégorie de la ville d'Alfortville dépose une palme sur le corps d'un soldat mort couvert du drapeau, le tout en marbre de Carrare réalisé dans l'atelier de sculpture mécanique de cette ville (1921) (fig. 1). A L'Hay-les-Roses, la victoire semble veiller sur le corps d'un soldat. Enfin, à Thiais, la représentation naturaliste d'un cadavre dans une

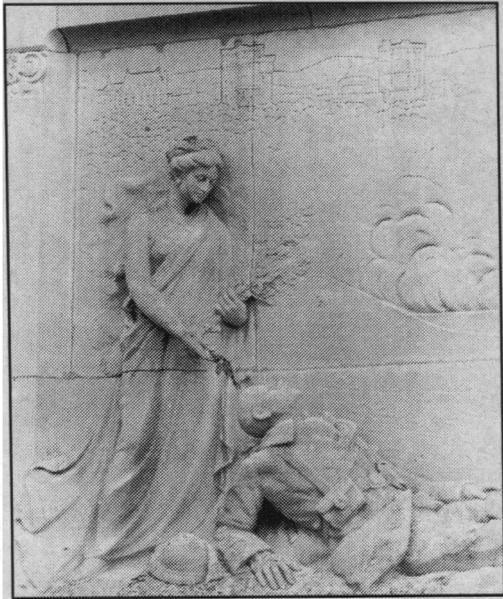


Fig. 5 : *id.*, détail.



Fig. 6 : Le Perreux-sur-Marne, monument aux morts de la guerre de 1914-1918, carte postale, A.D. Val-de-Marne

tranchée (fig. 7) est d'une sobriété et d'une économie de moyens qui rend d'autant plus forte cette image. Sur le même monument, qui s'avère être l'un des plus originaux du département, les plaques de marbre gravées du nom des victimes sont maintenues par des crampons à l'effigie d'un sapeur, d'un fantassin, d'un fusilier marin et d'un aviateur (fig. 8).

Des allégories de la France, de la Patrie ou de la commune sont souvent utilisées. A Fontenay-sous-Bois, une allégorie de la France est solidement campée sur le monument de la guerre de 14-18. Elle est due au sculpteur Charles Breton. Elles sont associées indifféremment à un monument-mur (Créteil, Joinville-le-Pont), à une stèle (Boissy), ou à un obélisque (Fontenay, Sucy) et tiennent dans leurs mains drapeau, épée ou couronne de fleurs. Elles sont fréquemment placées sur le socle inférieur,

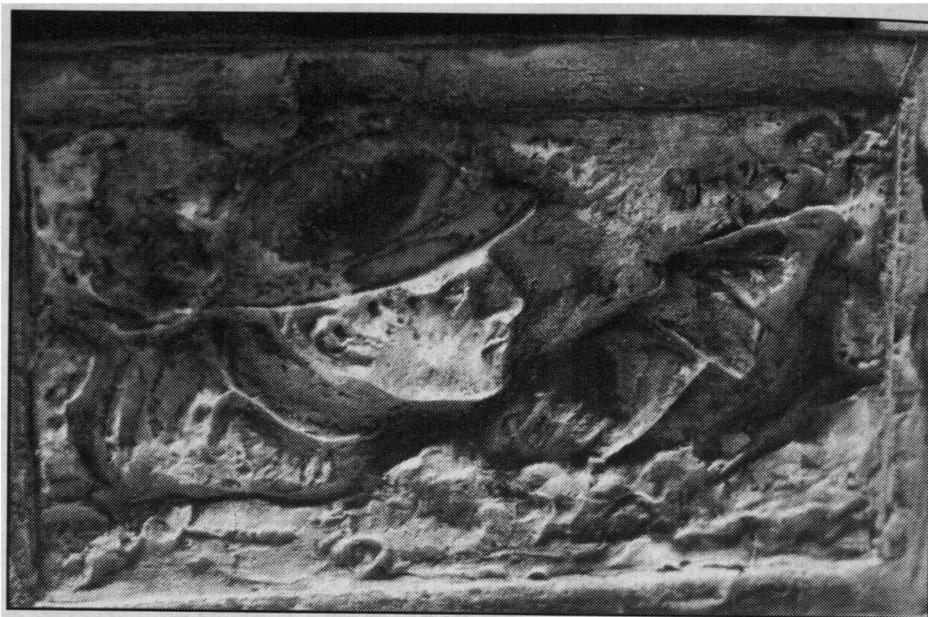


Fig. 7 : Thiais, monument aux morts de la guerre de 1914-1918, cadavre dans une tranchée.



Fig. 8 : Thiais, monument aux morts de la guerre de 1914-1918, aviateur.

marquant le deuil ou la déférence envers les morts. Les personnages secondaires (parents, enfants) sont, quant à eux, pratiquement toujours installés au niveau le plus bas, souvent décalés par rapport à l'effigie centrale.

Les victoires, les ailes repliées avec humilité le long du corps (Saint-Maur-des-Fossés, Nogent), ou les ailes déployées mais le regard respectueusement baissé (Nogent cimetière ou Boissy, 1939-1945), surmontent la plupart du temps le monument. Une seule victoire enfourche avec vigueur un cheval et semble montrer à un soldat stylisé un avenir que l'on souhaite meilleur. Il est vrai qu'elle couronne l'un des monuments les plus tardifs puisque érigé en 1928. Il se trouve à Choisy-le-Roi dans le parc de la mairie. Dû au ciseau d'Émile Pinchon, le plâtre est conservé à l'Historial de la Grande Guerre à Péronne dans la Somme¹². Il semble que Saint-Mandé soit la seule commune dont l'ouvrage soit orné d'une figure ailée qui ne soit pas une victoire mais un ange (fig.9).



Fig. 9 : Saint-Mandé, monument aux morts de la guerre de 1914-1918.

L'aigle, visible sur les ouvrages de Saint-Mandé et autrefois sur celui de Vincennes détruit par les Allemands lors de la dernière guerre (mais dont la maquette est conservée à la mairie, fig. 10) est le symbole de l'Allemagne.

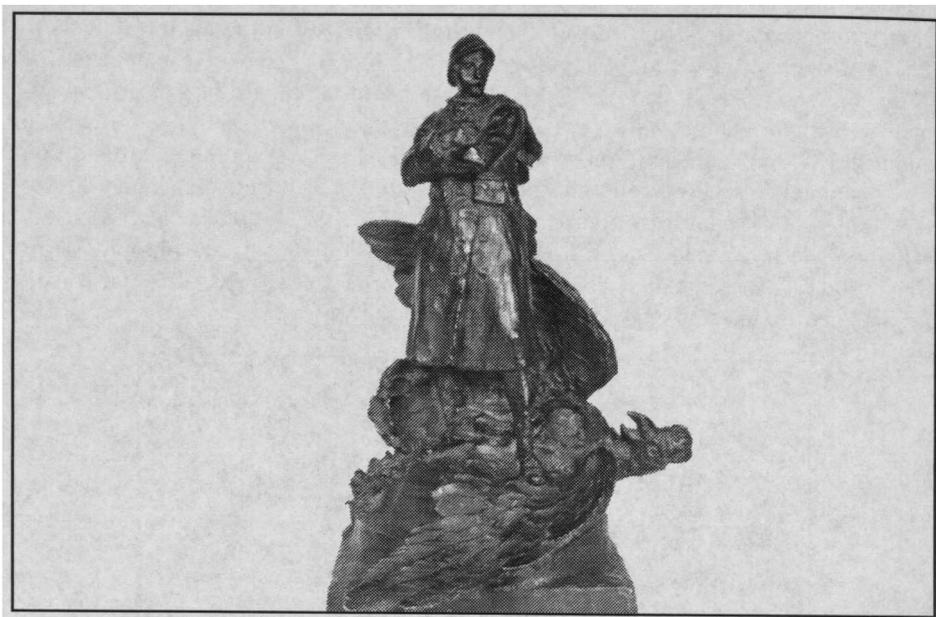


Fig. 10 : Vincennes, monument aux morts de la guerre de 1914-1918, maquette

Le monument de Bry-sur-Marne semble être le seul à avoir adopté une composition incluant un espace important, planté d'arbres, et non plus par quelques obus mais par un portail monumental dont les piliers portent symboliquement et physiquement le nom des victimes (fig. 11).

La mort étant perçue comme une perte irréparable, quel que soit le sort ultime de l'âme, les modernes cessent parfois d'exalter les disparus pour se tourner avec commisération vers les vivants. De petites scènes très réalistes sur le chagrin des familles ont remplacé des allégories solennelles d'autrefois sur le douleur de la patrie¹³. L'étude du monument aux morts de Biarritz donné par la famille du sculpteur Édouard Cazaux à Saint-Maur et visible dans le carré militaire du cimetière Rabelais II illustre parfaitement cette évolution en représentant une veuve entourée de ses trois orphelins, tous quatre accablés par leur chagrin.

On compte trois monuments ossuaires : Vincennes, Saint-Maur et Ivry.

Ont été recensées, pour la guerre de 1914-1918 uniquement, des plaques commémoratives relativement sophistiquées, soit à l'intérieur des églises comme à Villeneuve-le-Roi ou à Orly, seuls monuments de cette époque à porter une croix avec celui de Bonneuil, soit à l'intérieur des mairies comme à Thiais où une allégo-



Fig. 11 : Bry-sur-Marne, monument aux morts de la guerre de 1914-1918.

rie de la Patrie endeuillée tient ouvert le “livre d’or de France” (en cuivre) où sont inscrits le lieu et la date de décès sous les noms des victimes ; c’est l’unique ouvrage recensé dans le département orné de la représentation d’un cimetière. L’on connaît un meuble commémoratif : le monument situé dans le “grand vestibule d’honneur” de la mairie d’Ivry adopte la structure d’une vitrine à trois portes ; les noms des “morts au champ d’honneur” sont gravés en lettres d’or sur des cartels en cuir vert maintenus par des clous sur un fond de velours noir (fig. 12). Le monument indochinois de la guerre de 1914-1918 dans le cimetière de Nogent-sur-Marne s’affiche naturellement comme un unicum, avec ses formes d’inspiration asiatique. Enfin il n’y a point, en Val-de-Marne, de représentation rappelant une piété, ni de soldats mourants avec les bras en croix, ni de Jeanne d’Arc comme on peut en trouver dans d’autres départements.

EN GUISE DE CONCLUSION

Alors que cinq commandes publiques ont été réalisées en 1998 par des artistes contemporains pour commémorer le 80e anniversaire de l’armistice du 11 novembre 1918, et à l’heure où se préparent les Journées du Patrimoine 1999 autour du thème “patrimoine et citoyenneté” et les notions multiples impliquées par ce concept, dont l’acceptation du sacrifice pour le bien commun -mourir pour sa patrie sous-entend la conscience d’une identité commune- il est temps de porter à nouveau notre

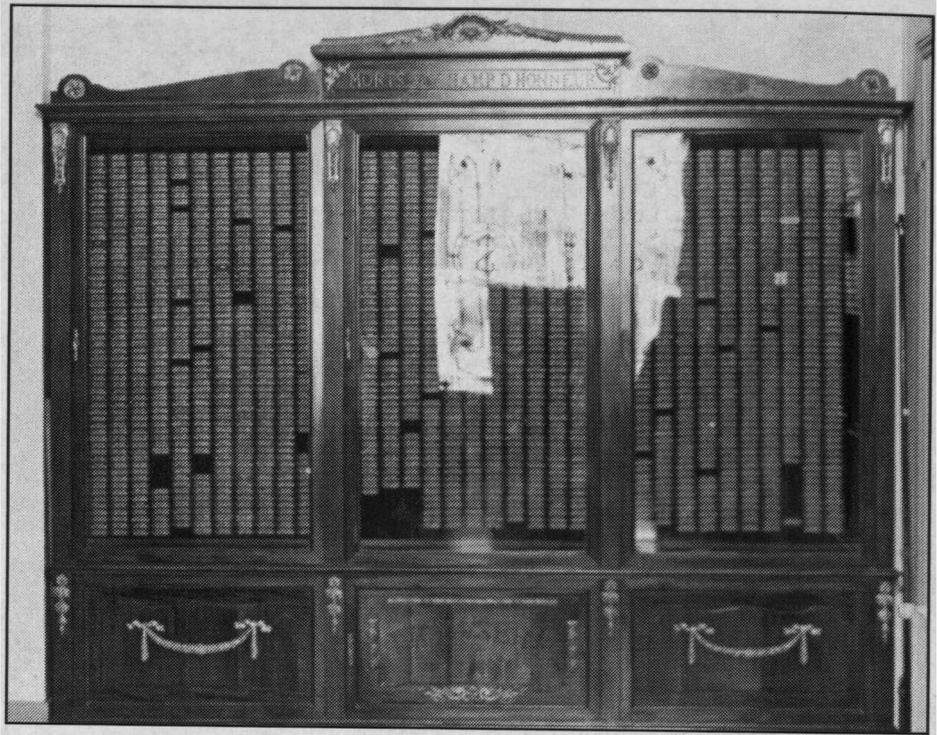


Fig. 12 : Ivry-sur-Seine, monument aux morts de la guerre de 1914-1918.

regard sur ces monuments aux morts qui témoignent du sang versé. Si le déplacement d'un monument aux morts et la modification de son support peuvent à priori paraître anodins, la comparaison de la carte postale ancienne du monument de Fontenay-sous-Bois (fig. 13) et son état en 1986 (fig. 14) démontre à quel point le socle fait partie intégrante d'une œuvre sculptée et que le supprimer peut aussi ôter à l'ensemble force et pouvoir d'évocation. Maintenant que l'Inventaire du Val-de-Marne est achevé et qu'une Commission départementale des objets mobiliers est à nouveau formée, la proposition d'inscription au titre des Monuments historiques va pouvoir être mise en œuvre avec tout le recul nécessaire, permettant ainsi de préserver, parmi d'autres œuvres d'art, les monuments aux morts dotés des plus grandes qualités historiques et artistiques du département.

VÉRONIQUE BELLE
 Chercheur, Service régional de l'Inventaire général,
 D.R.A.C. Île-de-France



*Fig. 13 : Fontenay-sous-Bois, monument aux morts de la guerre de 1870, carte postale
A.D. Val-de-Marne.*

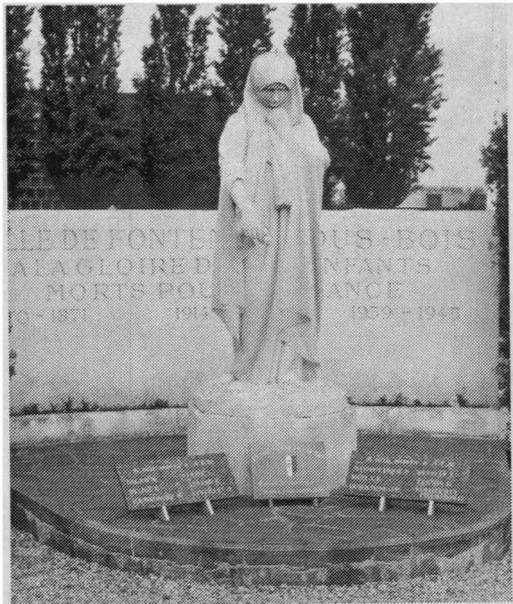


Fig. 14 : id. état en 1986

NOTES

- 1) *Ces enquêtes ont été conduites de 1983 à 1998 en partenariat entre le Conseil général et la D.R.A.C. Île-de-France par Marie-Agnès Férault, Véronique Belle et Xavier de Massary. Les dossiers établis sont consultables au centre de documentation de la DRAC, 121-127, avenue Ledru-Rollin, Paris XIIe ; sur rendez-vous, tél. 01 56 06 51 30.*
- 2) G. MASSIOT, "La Guerre de 1870-1871 et L'Haÿ, la croix des mobiles", *Les Amis du Vieux L'Haÿ*, 2 (1995), p. 11-13.
- 3) D. LAVALLE, "A la mémoire du siège de Paris", *Vieilles Maisons françaises* n°139 (1991), p. 86-90.
- 4) cf note 3.
- 5) J. HARGROVE, "L'Architecture et la mort", *Monuments historiques*, n°124, décembre 1982-janvier 1983, p. 59-65.
- 6) P. RIVE, A. BECKER, O. PELLETIER, D. RENOUX, C. THOMAS, *Monuments de mémoire, les monuments aux morts de la Première Guerre mondiale Mission permanente aux commémorations et à l'information historique, 1991.*
- 7) *Renseignement aimablement donné par monsieur Guy Mitard des Amis du Vieux L'Haÿ.*
- 8) cf note 5.
- 9) cf note 5.
- 10) *id.*
- 11) *id.*
- 12) *Renseignement aimablement donné par Roselyne Bussière, conservateur du Patrimoine, Inventaire général en Île-de-France.*
- 13) cf note 5.

AOÛT 1914 DANS LE SUD-EST PARISIEN "LES OUVRAGES DU MOMENT"

Nous allons parler d'une période critique pour le destin de notre pays : le premier mois de la guerre de 1914, dans une région sensible : la nôtre, c'est-à-dire le Sud-Est parisien.

Nous pouvons rappeler des faits que tout le monde connaît :

- 1er août 1914, mobilisation générale : France et Allemagne.
- 2 août 1914, invasion du Luxembourg par l'Allemagne et ultimatum à la Belgique.
- 3 août 1914, déclaration de guerre de l'Allemagne à la France et à la Belgique.
- 4 août 1914, entrée des troupes allemandes en Belgique, déclaration de guerre à l'Angleterre.
- 5 août 1914, le gouvernement français institue la censure.

Ce qui prévaut chez les deux adversaires, c'est la doctrine de la guerre de mouvement. Il ne s'agit pas de conquérir ou de défendre du terrain ou des places, mais de détruire l'armée adverse par l'offensive.

Lorsque les fortifications du système Séré de Rivières sont achevées vers 1885, il devient nécessaire pour les Allemands d'attirer les Français en avant des forts, ou bien de les déborder par le nord. C'est le plan Schlieffen qui est appliqué en 1914.

Dès le 6 août, les armées allemandes pénètrent en Belgique et attaquent Liège. Pendant ce temps, les attaques françaises en Alsace et en Lorraine, lancées sur un terrain trop difficile, échouent (Mulhouse - Morhange). La contre-offensive prévue en cas d'entrée des Allemands en Belgique se termine par de sévères défaites, notamment à Mons et Charleroi.

A partir du 25 août, Joffre, général en chef, doit mener à bien un mouvement général de retraite. Devant la menace allemande sur Paris, le gouvernement français admet bien de se replier à Bordeaux, mais il exige que la capitale de la France soit défendue.

LA PÉRIODE CRITIQUE

Le 25 août, le ministre de la guerre Messimy reçoit le général Galliéni et lui fait connaître la situation déplorable du camp retranché de Paris.

Le général Galliéni le transcrit dans ses notes : "On a perdu un temps précieux depuis le premier jour de mobilisation, je demande au ministre de me donner une situation très nette, avec de grands pouvoirs. En attendant le camp retranché de Paris n'existe pas et n'est pas défendu. C'est le désordre, l'anarchie... et dans huit jours, nous pouvons avoir la cavalerie allemande devant Paris... je suis inquiet pour Paris."

Le 26 août, le général Galliéni est nommé gouverneur militaire de Paris avec les

pleins pouvoirs pour en assurer la défense.

Pourquoi le camp retranché de Paris n'est-il pas en état de défense ?

La deuxième ceinture fortifiée de Paris, construite sous l'impulsion du général Séré de Rivières entre 1874 et 1885 comportait 18 forts, et en particulier pour l'est de Paris : Villeneuve-Saint-Georges, Sucy, Champigny, Villiers, Chelles et Vaujours.

Mais brusquement en 1886, la mélinite fait son apparition et ces forts se trouvent obsolètes. Les procédés de renforcement, les coupoles cuirassées aussi bien que le béton coûtent fort cher, alors les quatre grandes places de l'est (Verdun, Toul, Epinal et Belfort) absorbaient tous les crédits disponibles : leur mise en état de défense était beaucoup plus urgente, évidemment, que celle de Paris. Les ouvrages de la capitale restèrent dans leur état primitif.

Et pourtant en 1912, la Haute Commission des Places Fortes avait émis l'avis qu'il convenait de procéder au renforcement des défenses de Paris d'après les principes suivants :

- mettre la ville à l'abri d'un bombardement par des pièces ayant une portée de 13,5 km.
- à l'est, maintenir les batteries hors de portée en avançant la ligne de défense jusqu'à Emerainville, Pontault-Combault, Lésigny et Cerçay (Mandres).
- organiser des centres de résistance avec abris bétonnés.
- approvisionner le matériel de guerre nécessaire pour organiser la position avancée.

Ce plan, approuvé par le ministre le 6 octobre 1913, devait entrer en vigueur le 1er avril 1914, mais des informations sur l'artillerie allemande vont le modifier.

Tout était prévu, étudié, préparé. La place existait bien sur le papier, mais rien n'avait été fait au sol. Il fallait donc, à la mobilisation, procéder à une véritable création du Camp retranché et cela dans le délai de 40 jours.

Le front avait un développement de 160 km. sur la ligne avancée, c'était trois fois le périmètre des forts de 1870. La région Est avait un front de 40 km.

Chacune des régions devait être capable de résister à un bombardement et à une attaque brusquée, la garnison devait y trouver :

- des positions constituant une ligne avancée permettant d'arrêter la cavalerie et les petits détachements : ouvrages en terre.
- des positions constituant une ligne principale comportant une série de centres de résistance : "ouvrages du moment".
- des positions de soutien : ouvrages permanents.

- Ouvrages permanents

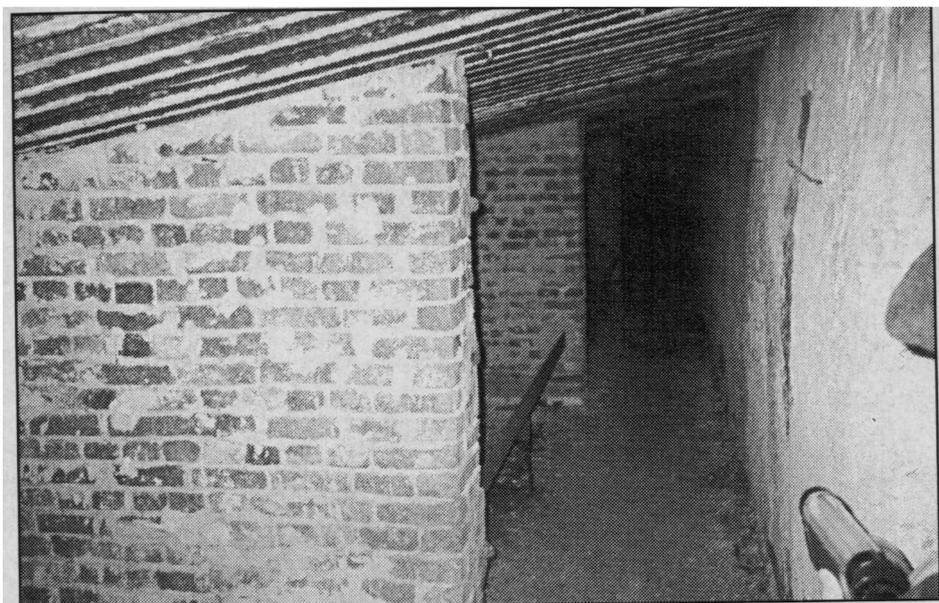
Les forts permanents (Séré de Rivières-1880) n'ayant pas été renforcés, comme ceux des grandes places de l'Est, ils ne devaient servir qu'au stockage des munitions.

- Ouvrages du moment

Chacun des ouvrages destinés à appuyer la ligne de résistance comportait l'établissement de tranchées pour le tir, la construction d'abris pour le personnel et

l'implantation de fils de fer ("ronces artificielles" = barbelés) faisant obstacle. Dans les ouvrages les plus importants, les abris devaient être bétonnés, ce qui exigeait naturellement un délai assez considérable. Il était admis que ces travaux seraient confiés à des entrepreneurs et les dépenses correspondantes avaient été prévues.

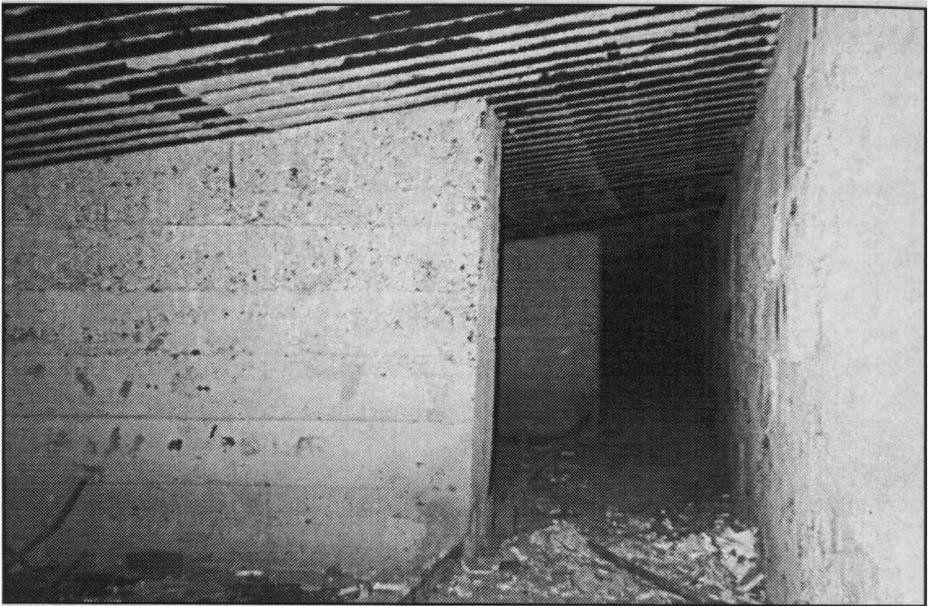
Un ouvrage du moment comportait un groupe de petits ouvrages isolés occupant les points importants du mamelon et un réduit central : ce réduit, établi en plein champ, avait une forme très aplatie, sa longueur était de 250 mètres, le relief du parapet ne dépassait pas 0,75 m. Outre les tranchées couvertes destinées à abriter les hommes de service auprès du rempart, il devait exister un grand abri bétonné pour 80 hommes au repos, comportant cuisine, cabines d'officiers, de sous-officiers, etc. Le ciel de l'allée présentait une épaisseur de 1,50 m de béton au-dessus d'une couche de rails et le mur de fond de même épaisseur était protégé contre les coups directs par 4 m de rocaille.



*Ouvrage des Grandes Fiches - Bois Notre-Dame
Intérieur*

Dans la région Est, la dépense prévue était de 350.000 F. pour l'ouvrage de Mandres et pour celui des Fiches (bois de Pontillaut) et de 150.000 F. environ pour chacun des ouvrages d'Emerainville et de Torcy. L'achèvement des abris bétonnés était prévu le 5 octobre pour Mandres, le 10 pour Collégien, le 15 pour les Fiches et le 18 pour Emerainville.

Il devint indispensable, pour 'achever' les abris, de les munir d'appareils d'éclairage et de chauffage, puis d'assurer leur aération. Ce fut ensuite le tour des lits de camp, des râteliers d'armes, en un mot de tous les accessoires qui existaient dans les casernements des anciens forts permanents.



*Ouvrage du Poirier de St Leu (Servon)
Intérieur*

- Les déboisements

Les massifs boisés qui environnent la capitale et qui s'étendent à des distances considérables ne pouvaient pas être englobés totalement dans les lignes de défense. Il était nécessaire de pratiquer des coupes permettant de dégager les champs de tir des ouvrages. La surface totale des déboisements envisagés était de 400 hectares au nord, 660 hectares pour l'est et 450 pour le sud-ouest, soit au total plus de 1500 hectares.

- Les bûcherons

La question importante des déboisements était une de celles que les circonstances mettaient au premier plan et elle soulevait des difficultés réelles... si les régions possédaient bien le personnel nécessaire à l'encadrement prévu pour les déboisements, la main-d'oeuvre faisait défaut.

Il y avait dans le Cher quelques centaines de bûcherons non utilisés prêts à venir à Paris avec leurs outils; ils s'engageaient à travailler pour 3 F par jour, à la condition d'être logés dans des huttes. Les travaux de déboisement prévus dans le plan

de défense avaient une importance considérable, spécialement dans la région Est, où leur exécution était intimement liée à l'établissement des nouvelles positions de résistance. Or la retraite des colonnes anglaises par des routes situées à l'intérieur de nos lignes, puis le développement de la bataille de l'Ourcq avaient obligé à éloigner des chantiers les bûcherons envoyés de la province dans cette région.

Ces travaux furent repris avec énergie. La concentration en quelques chantiers d'un effectif de 5 à 600 bûcherons professionnels permettait d'obtenir un résultat appréciable et, 15 jours plus tard, le général Krüger pouvait proposer d'affecter 100 travailleurs au bois Notre-Dame, 250 au bois du Coudreaux entre Chelles et Vaujours, tout en gardant une réserve de 250 bûcherons.

Le 27 août, le général Galliéni écrit dans ses notes : "L'autorisation de commencer la destruction des maisons et obstacles divers qui se trouvaient dans les zones réservées de nos fortifications n'était pas prise. Jusqu'à ce jour, on avait hésité, pour ne pas effrayer et émouvoir la population. Mais, nous n'en étions plus à prendre de telles précautions..."

Le 29 août, le général Galliéni inspecte le camp retranché : "Partout on travaille activement : on retire les pièces des casemates (forts) pour les diriger vers les batteries extérieures, on dégage les abords des ouvrages, on transporte les munitions. Tous les habitants des localités voisines, même les plus âgés et les moins aptes à ces travaux, sont réquisitionnés et manient la pioche et la hache. Mais, nous sommes bien en retard..."

Le 2 septembre, l'avant-garde de la Ière Armée allemande du général von Kluck est à Luzarche à 40 km. au nord de Paris. Les canons à longue portée du fort de Domont tirent sur l'ennemi. Depuis le 27 août, le général Joffre a révoqué 55 officiers généraux. "A Paris, c'est la panique. Plus de 500 000 Parisiens s'enfuient en huit jours, abandonnant tout derrière eux. On parlait de complot, de trahison. Les magasins Maggi, réputés allemands, étaient pillés. La foule s'en prenait à tout ce qui portait un nom à consonance germanique. On cherchait partout des espions. Les renseignements parvenus laissant craindre des irruptions sur Paris de troupes allemandes, il est recommandé d'activer les défenses, barrer les routes, etc." Le gouvernement quitte Paris pour Bordeaux.

Le 3 septembre, le général Galliéni vient à 18 heures au fort de Montmorency. Il fait savoir aux Parisiens qu'il défendra la capitale à "outrance". Malgré les mesures prises, ce fut avec un certain soulagement que Galliéni apprit, par une reconnaissance aérienne, que le général von Klück dirigeait sa Ière Armée vers Meaux laissant Paris à sa droite. Ce dernier obligé de coller à la IIe Armée allemande du général von Bülow n'avait d'ailleurs pas le choix, faute de moyens de siège (obusiers de 420 mm. contre les forts Séré de Rivières de la 2e ceinture fortifiée de Paris) retenus par la résistance de Maubeuge.

LE REDRESSEMENT

Le général Galliéni propose alors au général Joffre de prendre de flanc l'armée allemande par une contre-attaque venue de Paris. Celui-ci accepte, et la bataille de la Marne, qui se déroule du 6 au 11 septembre 1914 se termine par un recul allemand de 80 km et la faillite du plan Schlieffen. Galliéni contribuera à en faire une victoire par l'apport des 4 000 hommes de la 7e division d'infanterie conduits au front par les fameux "taxis de la Marne". A Paris, Galliéni a été fêté comme un sauveur. Son action spectaculaire avait des effets surtout psychologiques.



*Ouvrage des Grandes Friches - Bois Notre-Dame
Extérieur*

Il m'a semblé intéressant de retracer les faits de ce mois d'août 14 qui aurait pu être catastrophique pour notre pays. Les recherches nécessaires à cet exposé m'ont permis de trouver le contexte historique expliquant la construction (un peu hâtive !) des ouvrages en béton que l'on peut voir, encore aujourd'hui, dans le bois Notre-Dame (les Grandes Friches) ou dans les champs, à proximité de la ligne T.G.V. sur la commune de Servon (la redoute Poirier de St Leu).

ROBERT JACQUES

*Extraits de Hirschauer et Klein, Paris en état de défense, Paris, Payot, 1927.
et de général Galliéni, Mémoires, Paris, Payot, 1926.*

L'INSTALLATION DES AMÉRICAINS À ORLY

Au début du siècle, voler est un sport, nous l'avons vu lors du colloque de l'an dernier. Mais très vite, l'armée comprend le parti qu'elle peut tirer de l'avion pour observer, chasser et bombarder l'ennemi. L'aviation militaire naît en 1909, simultanément en France, en Italie et en Allemagne. Elle est utilisée dans les guerres balkaniques et dans la crise marocaine, préludes au premier conflit mondial.

LES CIRCONSTANCES DE L'INSTALLATION DES AMÉRICAINS À ORLY

La guerre de 1914 enflamme, par le jeu des alliances et l'immensité des empires coloniaux, toutes les parties du monde et ne reste pas limitée à l'Autriche Hongrie, l'Allemagne, l'Italie (Triplice) et à la France, l'Angleterre et la Russie. A la veille du conflit de 1914-1918, la France est un pays encore en partie rural dont le niveau d'industrialisation est inférieur à ceux de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Qui plus est, les Allemands, à la suite de leur avance initiale en 1914 et à la stabilisation du front en décembre de la même année, vont occuper durant la plus grande partie de la guerre les grandes régions industrielles françaises du Nord et du Nord-Est (soit une dizaine de départements) privant ainsi le pays de la plus grosse partie des matières premières et des installations nécessaires à l'industrie lourde. Ils en bénéficieront par contrecoup. Étaient aux mains de l'adversaire : 90% du minerai de fer, 40% du charbon, 30% du coke, 9% des hauts-fourneaux, 80% de l'outillage. Pour faire face à une situation aussi dramatique, il faudra rentabiliser au maximum les autres mines et surtout importer. Mais ce que les Français importaient, avant guerre, de Belgique, du Luxembourg et d'Allemagne ne pouvait plus être acheminé. Il fallut trouver des solutions de rechange. Désormais les aciers spéciaux seront achetés, sous forme de produits finis, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Ces échanges supposent que le trafic maritime s'effectue sans entraves. Dès le début du conflit, l'Allemagne s'est lancée dans une guerre de course et de raids contre les pays de l'Entente. Mais sa marine est plus de deux fois inférieure à celles de la France et de l'Angleterre réunies. C'est pourquoi elle va se lancer dans la guerre sous-marine à outrance. Cette lutte sous-marine épuise les Etats alliés. Les Allemands s'en prennent aussi aux navires américains qui apportent de l'aide aux Européens. A la suite du torpillage du steamer *Vigilentia*, le 28 février 1917, le Congrès déclare la guerre à l'Allemagne le 6 avril. Le service militaire devient obligatoire le 18 mai. Mais pour tenir tête aux Allemands, il faut envisager une guerre aérienne, ce pour quoi les Américains ne sont pas prêts. C'est pour cette raison qu'ils cherchent à s'implanter en France afin de profiter des constructions d'avions anglais et français en attendant l'arrivée des leurs.

L'ARRIVÉE DES AMÉRICAINS À ORLY LE 31 MARS 1918

Lorsqu'il apparut clairement que le calendrier du programme aéronautique américain ne pourrait être respecté et que le Corps expéditionnaire américain allait être dans l'obligation de se procurer des avions auprès des gouvernements alliés, la décision fut prise d'établir un terrain d'accueil où ces appareils seraient réceptionnés, inspectés, testés, soumis à des essais en vol avant d'être envoyés sur le front.

La quasi totalité des usines d'aviation françaises se trouvant dans la région parisienne, on jugea préférable de s'installer au voisinage immédiat de la capitale, solution qui présentait, en outre, l'avantage de se trouver à portée d'ailes de Londres et des usines aéronautiques anglaises.

Le site finalement retenu, qui comprenait quatre champs, s'étendait le long de la route de Fontainebleau, à 12 kilomètres au sud-est de Paris, et à un kilomètre et demi au nord-ouest de la bourgade d'Orly.

Comme l'indique le compte-rendu du département des opérations aériennes, et à l'image de toutes les autres activités du corps expéditionnaire américain, ce terrain d'aviation connut une croissance régulière, à tel point qu'en une seule et même journée il envoya 91 appareils sur le front. Lorsque le champ d'aviation fut créé, qui aurait imaginé que chaque jour plus de 25 avions en décolleraient ?

C'est le 31 mars 1918 que fut créé le terrain d'accueil de l'aviation américaine, lorsque la 6ème compagnie du 2ème régiment de mécaniciens de l'aviation, sous le commandement du capitaine Harrold H. Ambler, arriva depuis Tours, à bord de 25 camions et prit ses quartiers sur le terrain d'aviation. A cette époque, il n'y avait que deux baraquements à peine terminés et encore loin d'être habitables. Cette nuit-là, les hommes de la 6e compagnie dormirent dans les camions. Le 1er avril, vers deux heures et demie du matin, ils furent réveillés par un raid aérien mené par des avions allemands survolant ce qui deviendra l'aéroport d'Orly. Ce jour-là, la compagnie se mit à la tâche, achevant les deux baraquements et commençant à en construire un troisième.

Le 27 juillet 1918, le colonel T.A. Baldwin prit le commandement, relevant le capitaine Ambler. Les quatre champs, où ne se trouvait aucun bâtiment le 31 mars 1918, avaient été transformés en un immense terrain d'aviation comptant 78 hangars, des dizaines de bâtiments annexes, des kilomètres de routes revêtues de mâchefer, et les installations techniques d'approvisionnement en électricité, en eau, en téléphone. Le jour de l'armistice, le 11 novembre 1918, 323 officiers et 2.283 hommes de troupe y étaient présents.

L'INSTALLATION DES AMÉRICAINS

Elle se fait dans les champs situés à la Vieille-Poste, en face du terrain de Monsieur Filou sis à Paray, réquisitionné en 1917 par l'armée française pour y accueillir l'école belge de pilotage militaire, établie à Étampes puis à Port-Aviation à Viry-

Châtillon (cf. voir carte d'état-major de 1909). Ces champs sont la propriété des fermiers Verger et Marais de Paray, et du baron de Courcel d'Athis-Mons.

Le rapport historique du dépôt d'approvisionnements n°1 de l'aviation américaine, corps expéditionnaire français, rend compte de cette installation. Le rapport du "département opérations aériennes" présente en détail le nombre d'avions arrivés, équipés et repartis ainsi que la méthode de travail et tous les principes qui en découlent. L'aérodrome n°4 de 379 hectares, quant à lui, n'a jamais fonctionné et a été utilisé uniquement comme un lieu de stockage.

A - Le département Constructions

a) Le dépôt d'approvisionnement n°1 de l'aviation américaine, l'aérogare n°4 et le terrain d'essai se trouvent à huit kilomètres au sud des portes de Paris, contigus à la Nationale 7 qui est la principale route reliant Paris à Fontainebleau et à deux kilomètres à l'ouest de la gare ferroviaire.

Le projet d'origine du 19 mars 1918 prévoit, pour la construction par le Service de l'Air, 108 avions, 150 simples soldats et 40 officiers. Modifié trois fois, il a abouti à 800 avions, 1 800 simples soldats et 300 officiers, avec la construction de hangars Bessonneau français, anglais et de type américain en acier, de casernes, d'un système hydraulique, téléphonique, électrique, de routes en mâchefer, de drainage, d'équipements spéciaux, de stockage du charbon, d'huile et d'essence pour la préparation et la maintenance des terrains d'envol.

Le projet d'origine a été réalisé à 100%. 250 hommes, en moyenne, étaient présents sur le chantier, dont un certain nombre de soldats et de civils français issus de sociétés de mécanique moteur et d'escadrons de service.

b) Les travaux effectués

Le service de l'Air américain a nommé un officier responsable des travaux. Il a proposé un plan général, a étudié la source d'approvisionnement en eau, a recommandé le système à adopter, a réquisitionné le matériel et a fait procéder à la construction. Cet officier s'est fait aider d'employés civils français.

Sur le terrain d'envol de 345 hectares, l'eau provenait de la station hydraulique de Choisy le Roi et l'électricité de Sud-Lumière.

B - Le département des opérations aériennes

Il n'a fonctionné que le 6 avril 1918 avec le premier avion accepté et livré. A cette date, trois appareils viennent d'être livrés du Bourget par des pilotes américains, et le 20 le premier avion était autorisé à décoller. L'organisation comprenait trois divisions : arrivée, équipement, départ, sous les ordres d'un officier et sous le commandement d'un officier responsable.

a) Fonctionnement

Un avion ayant été livré sur le terrain, soit par un gouvernement étranger, soit par la France, était dirigé à l'atterrissage vers la "division Arrivée", puis conduit vers la section de la "division Armée" à laquelle appartenait le type de cet avion.

L'officier chargé de la "division Armée" ordonnait, suite à un ordre de l'officier en

charge des opérations aériennes. le moment où cet avion serait transféré à la "division Équipement". S'il devait bénéficier d'un équipement radio, il était d'abord envoyé à la "section Radio-division Équipement" et de là vers la "section Instruments-division Équipement" et pour finir vers la "section Inspection".

Après avoir fait l'objet d'une inspection minutieuse, l'avion tombait entre les mains de la "section Départ". La "section Réparations et Essais" s'occupait alors de tous les travaux demandés par la "section Inspection". Alors la "section Inspection" vérifiait à nouveau l'avion afin de s'assurer que toutes les réparations avaient été faites convenablement. L'avion faisait ensuite l'objet d'un essai en vol d'une trentaine de minutes. Si nécessaire, une autre équipe d'inspection en faisait les réparations et donnait son approbation.

Après l'approbation finale, l'avion était transféré à la ligne départ. S'il n'était pas aux normes, il était tracté par la "section Stockage" dans un entrepôt, puis inspecté jusqu'à ce qu'il soit jugé apte à partir. Entre l'arrivée de l'avion et son départ, il s'était écoulé trois jours en moyenne.

b) Les résultats

Grâce à une telle minutie, un peu plus de 97% de tous les avions partis ont atteint leur destination et environ 86% de tous les avions sont arrivés sans avoir besoin d'un atterrissage forcé. Au nombre de ces atterrissages forcés sont compris les atterrissages en fonction du temps et de l'obscurité, ces derniers étant très rares parce que l'on s'arrangeait à faire partir et revenir les avions quand il faisait grand jour. Il y a eu 3.440 avions partis vers le front ou les autres bases américaines avec six pilotes seulement morts lors du convoi. Il est vrai qu'on avait créé un poste de sous-officier responsable des liaisons météorologiques par téléphone et un poste d'officier responsable des atterrissages forcés qui travaillait avec le "département Ingénieries". Ce dernier disposait d'une équipe qui allait prêter assistance à un avion dans le rayon d'action d'Orly, mais il avait été convenu que le terrain le plus proche de l'avion en difficulté le prendrait en charge.

CONCLUSION

Le site d'Orly n'a jamais été ni occupé, ni bombardé par les Allemands. Aménagé comme vous l'avez vu, il a été remis par les Américains aux autorités françaises. L'expropriation a eu lieu par décret signé par le ministre de la Guerre, mais il était prévu que des compagnies civiles seraient accueillies sur les terrains du futur aéroport d'Orly. C'est pourquoi le camp d'Orly sera divisé entre un aéroport civil au nord et une base militaire au sud, et ce, jusqu'au deuxième conflit mondial. Désormais, il portera le nom de camp d'aviation de Villeneuve-Orly.

J. HÉNIN

DES JUSTES AUTOUR DU FORT DE CHAMPIGNY (1942-1944)

Le 10 juin 1998, à la mairie du 4^e arrondissement de Paris: madame Noéli-Elia Lecoq, âgée de 94 ans, a reçu, des mains du ministre plénipotentiaire de l'ambassade d'Israël en France, la médaille des Justes. Cette récompense honore les personnes qui ont sauvé des juifs de du Génocide pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est madame Édith Avenin, la petite fille que la famille Lecoq avait protégée, qui avait demandé cette médaille décernée à seulement 1 720 personnes en France. Nous allons essayer de voir cette époque à travers les yeux d'une petite fille de 7 ans et demi Arlette Lecoq, la fille de madame Lecoq.

Arlette vivait avec ses parents qui tenaient un café-tabac situé au carrefour du fort de Champigny sur la nationale 4. A l'époque, le fort était entouré de champs de blé de toutes parts, conformément à la législation des fortifications qui interdisait de construire "en dur" à moins de 250 m des forts (zones des servitudes). Le café-tabac était construit à la limite de la zone, mais il était seul, lui aussi entouré de champs. Un peu plus loin, quelques pavillons existaient déjà, le long des voies -rue du Monument, rue de la Gaieté- et, vers Coeuilly, près des cultures maraîchères.



Monsieur et madame Lecoq vers 1940

Arlette avait vu des soldats du fort dans le café de ses parents : en 1939, des soldats français qui attendaient leur affectation ; en 1940-1941, des soldats allemands qui attendaient, eux aussi, leur affectation (pour la Russie !). Chaque fois, les officiers réquisitionnaient les trois chambres de l'établissement, même si les parents d'Arlette n'avaient pas voulu en faire un hôtel. Puis, le calme est revenu. Les militaires ont été remplacés par la société Kodak-Pathé qui utilisait le fort pour y stocker des films.

Arlette allait à l'école primaire de Coeuilly, à bicyclette ou en bus. A l'époque, il n'y avait que deux médecins à Champigny, un dans le vieux village et l'autre sur le plateau à Coeuilly : le docteur Bring. Elle connaissait bien ce docteur qui était le médecin de la famille et qui avait sauvé sa mère atteinte d'un rhumatisme au coeur en utilisant des méthodes peu connues à l'époque : les aiguilles de l'acupuncture.

Ce que ne savait pas Arlette à ce moment là c'est que le docteur Bring était né en Roumanie en 1904 et qu'il avait, déjà, dû fuir son pays. Dans les années 1920, le roi Ferdinand Ier avait obtenu des Alliés (au traité de Saint-Germain-en-Laye en 1919) des parties de Russie, d'Allemagne et du défunt Empire austro-hongrois doublant ainsi la superficie de son pays.

Mais le nationalisme roumain, ainsi exacerbé, refuse d'accorder les garanties, réclamées par les Alliés, pour les minorités "roumanisées" (Hongrois, Allemands, Ukrainiens, Bulgares, Russes, Serbes) qui représentent un quart de la population du royaume. L'antisémitisme se développe et le jeune Michel Bring, juif, qui a interdiction d'entreprendre des études supérieures, vient les faire à Paris où il obtient son diplôme de médecine en 1929.

Le docteur Bring s'installe à Champigny dès 1930 et "bénéficie rapidement d'excellente réputation renforcée par son engagement auprès des plus modestes", comme le soulignent Eric Brossard et Pierre Ginguéné dans l'article qu'ils ont écrit pour CLIO 94 sur ce médecin.

Ce que l'on connaît moins c'est l'homme privé aux dons très éclectiques.

Polyglotte, il parlait cinq langues : le roumain, l'allemand, l'anglais, l'italien et le français. Chercheur, il mit au point, avec un électricien, un appareil électrique pour déceler les points sensibles en acupuncture, dont il était le deuxième diplômé en France. Il pratiquait aussi l'homéopathie. Il organisait des concerts privés, entre amis, avec son épouse au piano et lui au violon ou au hautbois.

Nous avons recueilli ces informations auprès de son fils Jean-Pierre Bring qui est revenu vivre à Champigny.

Mais la guerre est là... L'occupant nazi et le gouvernement de Vichy prennent leurs premières mesures anti-juives.

Dès le 21 septembre 1940, le commissaire de police de Nogent-sur-Marne interdit au docteur Bring d'exercer sa profession. Quelques jours plus tard, le 26 septembre, une affiche, placardée à Champigny, ordonne aux juifs de se faire recenser à la mairie. Le 14 mai 1941, première grande rafle: la police française applique les directives antisémites nazies envers les juifs, redevenus étrangers, de la région parisienne. En mai 1942, les autorités exigent que les juifs portent l'infamante étoile jaune.

Les 16 et 17 juillet 1942, la police française effectue la rafle du Vel'd'Hiv'. Michel et Dora Bring sentent la menace se rapprocher, ils prennent alors les mesures, préparées dès 1940, pour protéger leurs quatre enfants. Madame Dora Bring est arrêtée le 24 septembre 1942 par la police française. Le docteur Bring reste prostré et attend sa propre arrestation, deux jours plus tard. Ils sont amenés au camp de regroupement de Drancy, puis envoyés au camp d'extermination d'Auschwitz dont ils ne reviendront pas.

Les familles non juives qu'avait contactées le docteur Bring avant son internement prennent en charge les quatre enfants :

- l'aîné Nytia, se retrouve chez madame Bos, infirmière à Champigny, qui faisait partie d'un réseau de résistance.
- Annie, âgée de huit ans, est recueillie par monsieur et madame Kurtz, directeur de l'école de Coeuilly.
- Jean-Pierre, quatre ans et demi, est hébergé à La Varenne chez des amis intimes de ses parents, monsieur et madame Chevallier.
- Et Édith, soeur jumelle de Jean-Pierre, est accueillie dans la famille de monsieur et madame Lecoq qui tiennent le bar-tabac du fort de Champigny.



Les deux "sœurs" vers 1944

De septembre 1942 à septembre 1944, Arlette Lecoq a eu une petite soeur. Son père, normand peu bavard, catholique pratiquant, lui a expliqué qu'elle avait la responsabilité de cette nouvelle petite soeur. Si on lui posait des questions, elle devait renvoyer la personne à son père. Tout le monde connaissait le docteur Bring, tous les clients du bar-tabac savaient qu'Édith était juive mais il n'y eut jamais de dénonciation. Et pourtant, une seule personne suffit pour dénoncer, alors qu'il fallait toute une chaîne de solidarité pour protéger ces enfants.

Mais la vie d'Arlette fut un peu modifiée. Par précaution, elle n'alla plus à l'école publique de Coeuilly, mais dans une école privée tenue par une vieille dame -rue du Monument- avec seulement 10 élèves (des petits juifs persécutés ?).

Édith se rappelle le premier Noël, en 1942, sans ses parents ni ses frères et soeurs, passé au sein de cette famille où elle fut aimée et choyée. Elle a gardé de cette époque une poupée.

Madame Lecoq n'a, semble-t-il, jamais fait pression pour pousser la fillette juive vers la religion catholique. Par contre, elle était très attachée à donner à Édith une éducation digne de son "rang" de fille de médecin cultivé, supérieure, dans son esprit, à la sienne. C'est la raison pour laquelle elle fit donner à Édith des leçons de piano.

Pendant les vacances, Arlette allait dans sa famille à Rouen. Mais, elle y allait seule, car ses cousins connaissaient l'existence d'Édith et les conditions dans lesquelles elle avait été recueillie et ils désapprouvaient totalement l'action de monsieur et madame Lecoq, estimant qu'ils mettaient la famille toute entière en péril par leur générosité.

Courant juillet 1944, gros émoi dans le bar-tabac : le fort de Champigny est en flamme, dégageant une telle chaleur que l'on ne peut pas toucher les vitres sans se brûler. Beaucoup de mouvements de soldats allemands autour de cet incendie attribué, pendant un moment, à un sabotage de la Résistance. En fait, un employé de l'entreprise Kodak-Pathé qui gardait le stock de films avait dû s'endormir avec une cigarette aux lèvres. Les deux gardiens furent carbonisés, certainement intoxiqués par les gaz de combustion des films, très inflammables à l'époque.

Août 1944 - ce sont les combats de la Libération. Les troupes allemandes occupent en force le rebord du plateau de Brie pour empêcher les Alliés de monter la nationale 4 en venant de Paris. Pour cela, ils ne peuvent pas occuper le fort, endommagé par l'incendie; ils ont donc creusé, dans les champs, tout autour du bar-tabac des trous d'hommes où ils attendent l'ennemi. Leur maison se retrouvant, éventuellement, au milieu des combats les parents d'Arlette ferment le café et font descendre toute la famille à la cave. Entre les alertes, les petites filles tiennent compagnie au grand-père qui se déplaçant difficilement, ne remonte pas de la cave. Mais les soldats allemands (un peu nerveux à l'époque) qui sont à proximité, dans leur trou, en entendant parler pensent qu'un résistant est caché dans la cave. Mitraillettes au poing, ils déclenchent une fouille complète du bar-tabac pour découvrir dans la cave... un vieil homme et deux gamines. Bien sur, ils ne se doutent pas que la plus petite est juive, mais à ce moment-là, ils ont d'autres préoccupations !!

Quelques jours plus tard, des soldats alliés sont au bas de la côte, à la mairie de Champigny et ils téléphonent au père d'Arlette pour connaître la situation des troupes allemandes autour du bar-tabac. Dans la soirée, un soldat avec un drapeau blanc vient porter un ultimatum : "Si le lendemain matin, les Allemands ne sont pas partis, ils attaquent". Dans la nuit, les soldats allemands courent de maison en maison pour prendre des bicyclettes et fuient la zone de combat. La journée du 23 août est assez calme, mais à La Queue en Brie chacun remarque que les voitures militaires allemandes se dirigent... vers Paris. Et à Pontault, sept cents allemands viennent d'arriver... pour ramasser des bicyclettes !!

Il faut savoir, que la IIIe division blindée U.S., laissant la libération de Paris à la 2e division blindée du général Leclerc, s'est déplacée vers Melun et vient d'atteindre la nationale 4 à Fontenay-Trésigny.

"A la fin de la nuit, à partir de 4 heures du matin, de fortes déflagrations secouent l'air, un grand panache de fumée noire : le fort de Sucy saute !

De bonne heure le samedi 26, les Allemands installent une batterie d'artillerie de D.C.A. et des canons dans les champs autour de La Queue en Brie. Dans la soirée, des avions de reconnaissance survolent les positions et reçoivent deux coups de canons. Dix-neuf heures trente. Premier coup de canon. Des blindés américains débouchent du bois Notre-Dame par la route royale et la route de Lésigny et se faufilent à travers bois. Ils tirent du pavé de Pontault, des obus vont exploser au loin à La Varenne et à Champigny".

Dimanche 27 août 1944, toute la région est libérée.

Quelques temps après la Libération, les familles juives se reformèrent avec les survivants. Des cousins d'Édith vinrent la chercher pour la faire vivre avec eux en province. Pour monsieur et madame Lecoq ce fut un déchirement affectif de se séparer de cette petite fille qu'ils chérissaient tendrement. C'est pourquoi Édith a demandé et obtenu, après une longue enquête, la médaille des Justes pour Noéla-Elia Lecoq (son mari étant décédé entre temps) qui restera toujours "sa maman de coeur" qu'elle appelait Manou.

Pourquoi avoir attendu 56 ans pour honorer ces personnes qui ont agi selon leur conscience avec courage



Remise du diplôme des Justes à Mme Lecoq par l'ambassadeur d'Israël

pour protéger ces enfants malgré les risques énormes qu'ils prenaient ? C'est simplement parce que ces "Justes" ne se considèrent pas comme des héros de guerre. Ils ont fait ces actes en toute simplicité, en toute humilité, sans rien demander à personne et surtout pas une médaille. C'est seulement en 1998, à l'occasion de la cérémonie de remise de la médaille à leur grand-mère que les petits-enfants et les arrière-petits-enfants de madame Lecoq ont appris la conduite de leurs grands-parents pendant ces heures sombres. Cette dame, qui habite avec sa fille dans le quartier du Fort à Sucy-en-Brie (!) n'en avait jamais parlé dans sa famille et sa fille Arlette non plus.

C'est pourquoi j'ai tenu à présenter cet exposé, pour faire connaître, aux jeunes générations, le courage de cette famille.

ROBERT JACQUES

Eric Brossard et Pierre Ginguéné, "Le docteur Bring et sa famille", Clio 94, 16 (1998), p. 31-37.



Madame Noéli-Elia Lecoq